

# Portrait Territorial

de la Nouvelle-Aquitaine



Agence Régionale  
pour l'Orientation,  
la Formation et l'Emploi  
Nouvelle-Aquitaine



# SOMMAIRE

## 03 . DÉMOGRAPHIE

05 . Zoom sur les jeunes en Nouvelle-Aquitaine

---

## 07 . EMPLOI

## 11 . MARCHÉ DU TRAVAIL

## 15 . FORMATION

## 18 . COMPLÉMENTS

## 19 . SPÉCIFICITÉS SECTORIELLES DÉPARTEMENTALES

## 23 . MÉTIERS ET APPAREIL DE FORMATION ; BESOINS EN EMPLOI ET QUALIFICATIONS PAR FILIÈRES

23 . Agriculture, forêt, pêche et aquaculture

---

24 . Industrie

---

25 . Agroalimentaire, métiers de bouche, cuisine

---

26 . Commerce

---

27 . Construction

---

28 . Transport, manutention, magasinage

---

29 . Maintenance de véhicules, moteurs et mécanique

---

30 . Hôtellerie, restauration, tourisme

---

31 . Banque, finance, immobilier

---

32 . Santé, social, soins aux personnes

---

# DEMOGRAPHIE

## Un territoire aux dynamiques démographiques contrastées et au caractère rural affirmé, le défi de l'équité territoriale

De par son étendue qui en fait la plus vaste région de France métropolitaine, la région Nouvelle-Aquitaine ne peut être appréhendée par les seuls indicateurs régionaux qui lissent et occultent la diversité de ses territoires.

Si la région, 1<sup>ère</sup> par sa superficie mais seulement 4<sup>ème</sup> par sa population, connaît un **dynamisme démographique** qui ne se dément pas, une analyse plus fine des dynamiques montre que le regain est essentiellement porté par les migrations et se concentre principalement dans les couronnes périurbaines des grands pôles et sur la frange littorale. En cela, la région ne diffère guère des autres régions dont les migrations sont également marquées par la **métropolisation**, l'héliocentrisme et le **tropisme littoral**. Les pôles urbains plus modestes et les communes isolées continuent pour la plupart à perdre des habitants, résultat d'une combinaison entre un manque d'attractivité et un solde naturel toujours déficitaire. Deux départements restent en déprise démographique dans l'est du territoire, la Creuse et la Corrèze, l'excédent migratoire ne compensant pas le solde naturel négatif, pour ces deux territoires les plus âgés de la Nouvelle-Aquitaine avec la Dordogne.

**Peu densément peuplé**, cet espace comporte une seule métropole, Bordeaux. 20% de la population réside dans son aire urbaine. Outre la capitale régionale, 10 aires urbaines de plus de 100 000 habitants structurent le territoire (couvrant un peu plus de la moitié -53%- de la population).

Le surcroît de dynamisme des grands espaces urbains s'explique par leur positionnement sur **des secteurs compétitifs ou à haute valeur ajoutée**, par la concentration des fonctions métropolitaines et des établissements d'enseignement supérieur où se retrouvent les populations les plus jeunes et les plus diplômées.

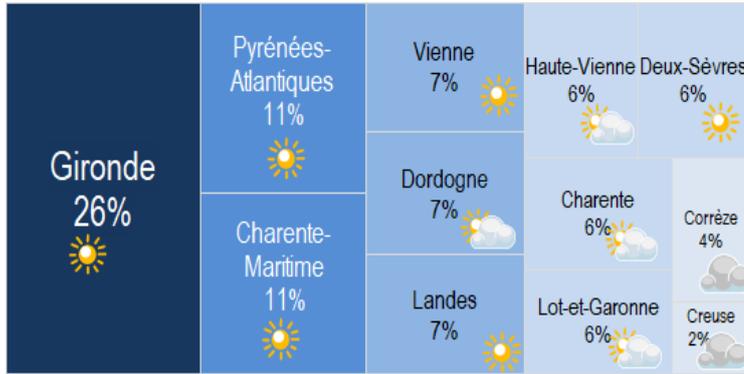
Malgré tout, la **dimension rurale** de la région est particulièrement prégnante avec plus de **35% de la population résidant dans une commune rurale**. La densité de population est particulièrement significative à cet égard : avec environ 70 habitants au Km<sup>2</sup>, la Nouvelle-Aquitaine pointe à l'avant-dernier rang des régions métropolitaines (116 habitants au Km<sup>2</sup> et 96 hors IDF), mais les densités varient fortement d'un département à l'autre : 149 hab./km<sup>2</sup> en Gironde, 22 hab./km<sup>2</sup> en Creuse. **Près de 6 communes sur 10 sont actuellement classées en zone de revitalisation rurale**. Ces territoires se caractérisent par une combinaison entre des niveaux de qualification/diplômes plutôt bas et des taux de précarité plus élevés que la moyenne.

La Nouvelle-Aquitaine est également **la région métropolitaine comptant proportionnellement le plus de personnes âgées** ce qui constitue un enjeu prioritaire en matière de santé, de formation et d'aménagement territorial. 28,6% de la population a au moins 60 ans (contre 24,4% en France métropolitaine et 25,7% hors IDF) et les plus de 75 ans forment d'ors et déjà 11,4% de la population résidente. A l'orée 2040, dans des départements comme la Creuse ou la Dordogne, ces derniers représenteront plus d'1 habitant sur 5. Ces données sociodémographiques illustrent les problématiques de ces territoires : une population disséminée, plutôt âgée et précaire avec des problèmes d'accessibilité aux services et un fort isolement social. Dans toute la région, la prévention de la perte d'autonomie et la dépendance, l'aide au maintien à domicile et l'accueil en institution seront des enjeux majeurs.

**>> Plus grande région métropolitaine par sa superficie mais peu densément peuplée, la Nouvelle-Aquitaine se caractérise par sa diversité sociodémographique entre un littoral, des pôles urbains dynamiques et un arrière-pays plus rural, vieillissant, isolé. D'où, des enjeux fort de développement, tandis que dans le contexte éducatif, cette hétérogénéité implique de garantir une approche territorialisée :**

- *tenant compte des spécificités et des ressources des territoires dans le développement de l'orientation et des formations professionnelles*
- *renforçant la mobilisation et la coordination des acteurs dans les territoires*

### 1 habitant sur 4 réside en Gironde



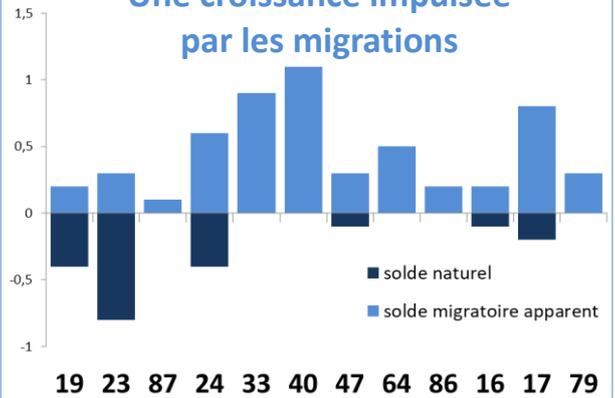
☀️ Population en croissance moyenne à forte    ☁️ Croissance modérée/Stable    ☁️ En baisse

### De fortes disparités

Gironde : 1,5 Millions et 149 habitants au km<sup>2</sup>  
 Creuse : 120 000 et 22 habitants au km<sup>2</sup>



### Une croissance impulsée par les migrations



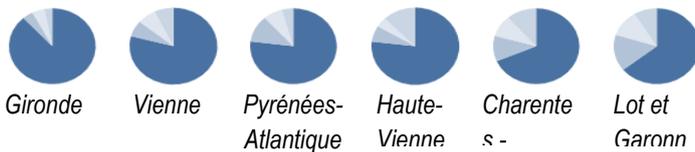
### Une approche localisée nécessaire

**35%** de la population vit dans une commune rurale  
 Et jusqu'à 80% en Creuse



### Répartition de la population dans les différents espaces

Les espaces sous influence de grandes aires urbaines



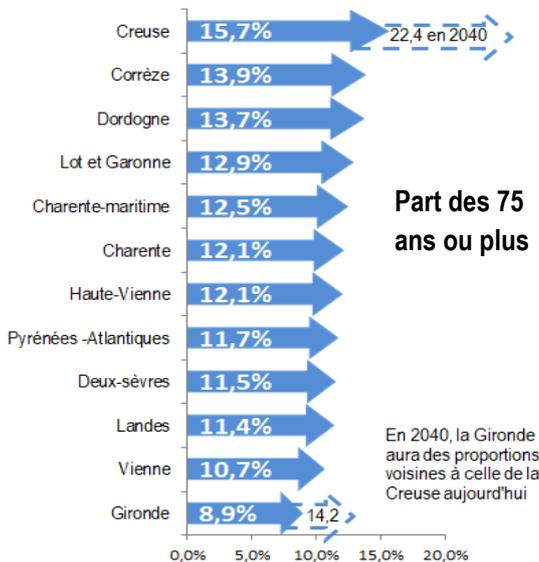
Les espaces hors influence de grandes aires urbaines



● Espace des grandes aires urbaines    ● Espace des moyennes/petites aires urbaines    ● Communes multipolarisées    ● Communes isolées hors influence des pôles

### La région la plus âgée de France

La **Creuse**, la **Dordogne** et la **Corrèze** sont les départements les plus âgés de la Nouvelle-Aquitaine



#### Indice de vieillissement

Part des 65 ans et plus sur les moins de 20 ans

#### Rapport défavorable aux jeunes

- Creuse ●
- Dordogne ●
- Corrèze ●
- Charente-Maritime ●
- Lot-et-Garonne ●
- Charente ●

#### Rapport favorable aux jeunes

- Haute-Vienne ●
- Landes ●
- Pyrénées-Atlantiques ●
- Deux-Sèvres ●
- Vienne ●
- Gironde ●

- indice supérieur à 120 ●
- indice supérieur à 105 ●
- indice stable 95-105 ●
- indice inférieur à 95 ●

● Nouvelle-Aquitaine

## Les jeunes<sup>1</sup> en Nouvelle-Aquitaine (15-24 ans), le défi de la qualification pour les plus vulnérables

Dans une structure sociodémographique plutôt âgée, la part des jeunes néo-aquitains peut sembler faible. Les 15 à 24 ans (soit 642 600 jeunes) représentent 11% de la population, proportion inférieure à celle des 75 ans et plus. S'ils sortent moins souvent sans diplôme qu'en moyenne, des disparités territoriales subsistent.

On assiste à une forte **concentration des 15-24 ans sur les espaces les plus urbanisés**, concentration supérieure à celle de la population dans son ensemble. Les 10 plus grandes villes régionales accueillent 15% de la population totale mais 1 jeune sur 4 y réside. La surreprésentation des jeunes est liée en partie à la présence de pôles universitaires : les trois premières villes, Bordeaux, Limoges et Poitiers accueillent ainsi environ 1 jeune sur 7. Corollairement, les taux de scolarisation tendent à baisser en milieu rural.

Parmi la population des 15-24 ans sortis du système scolaire<sup>2</sup> (35% de cette classe d'âge), **22% soit 50 600 jeunes n'ont aucun diplôme** (hors DNB). La région est d'ailleurs plutôt bien positionnée sur ce critère (4<sup>ème</sup> position en métropole, les données s'échelonnant de 18% en Bretagne à 30% dans les Hauts-de-France). Toutefois, 7 départements sur 12 dépassent cette moyenne. Sur la tranche des moins de 20 ans, 45% ont arrêté leurs études sans obtenir aucun diplôme, soit environ 17 500 jeunes **pour lesquels la problématique de la qualification est particulièrement prégnante**.

Sur l'ensemble de la région, parmi les 15-64 non scolarisés, actifs potentiels, **on retrouve un pourcentage de non diplômés sensiblement équivalent, soit un peu plus d'1 personne sur 5 (21%)**, seules les classes d'âge les plus âgées sont logiquement moins diplômés (58% pour les 65 ans et plus).

Au dernier recensement, environ **109 000 jeunes soit 17% de cette classe d'âge n'étaient ni en emploi, ni scolarisés**. La région ne fait ni mieux ni pire que le national en la matière, et se classe en 5<sup>ème</sup> position des régions en métropole. Les 3/4 de ces jeunes se déclarent chômeurs<sup>3</sup>. A noter que sur un périmètre légèrement plus large (les 16-26 ans), les missions locales régionales ont accompagné<sup>4</sup> près de 100 000 jeunes en 2017, et en ont accueilli 40 000 jeunes pour la 1<sup>ère</sup> fois. Parmi ceux-ci 84.5% sont demandeurs d'emploi, 4 sur 10 sont sans qualification (cap ou bac) et 6 sur 10 se déclarent peu ou pas mobiles, soit une population particulièrement précarisée...

Parmi la population encore scolarisée de 15 à 17 ans, **les déplacements sont fréquents pour les jeunes ruraux**. 36% de cette tranche d'âge résident dans une commune rurale et pour la plupart (96%) doivent se déplacer pour rejoindre leur lieu d'études. Parmi les résidents des communes urbaines (64%), les 2/3 résident et étudient dans leur commune.

Par ailleurs, si la région attire une population plutôt jeune, le solde migratoire étant composé pour 60% de moins de 45 ans, celui reste peu élevé pour les 15-29 ans, qu'ils soient lycéens, étudiants ou jeunes actifs (gain de 3 jeunes âgés de 15 à 29 rapporté à la population sédentaire). Ce sont pourtant eux les plus mobiles, ils forment 38% des entrants et 48% des sortants. Malgré tout, **au jeu des migrations, la région gagne en majorité des diplômés de l'enseignement supérieur**, presque 8000 personnes en plus en 2014.

**>> La répartition des jeunes sur le territoire évolue avec l'âge avec une concentration progressive dans les pôles urbains. Malgré de bons indicateurs en matière de formation, plus de 50 000 jeunes n'ont aucun diplôme. Ces caractéristiques soulignent l'importance d'offrir/diffuser une offre de services en matière d'orientation et de formation accessible à tous et de relever le défi d'une qualification adaptée aux besoins des territoires pour une population souvent précaire et peu mobile.**

<sup>1</sup> Le concept de jeune dans cette partie correspond à la tranche des 15-24 ans.

<sup>2</sup> Statistiquement, il s'agit des individus dont l'activité n'est pas "élève-étudiant" (parmi les activités possibles : actifs ayant un emploi, chômeurs, retraités, personnes au foyer, autres inactifs)

<sup>3</sup> Les chômeurs au sens du recensement de la population sont les personnes (de 15 ans ou plus) qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à Pôle Emploi) sauf si elles ont, en outre, déclaré explicitement ne pas rechercher de travail ; et d'autre part les personnes (âgées de 15 ans ou plus) qui ne se sont déclarées spontanément ni en emploi, ni en chômage, mais qui ont néanmoins déclaré rechercher un emploi.

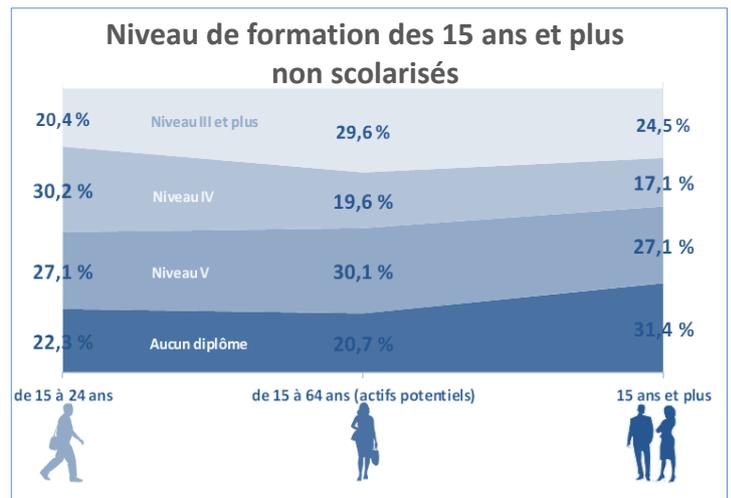
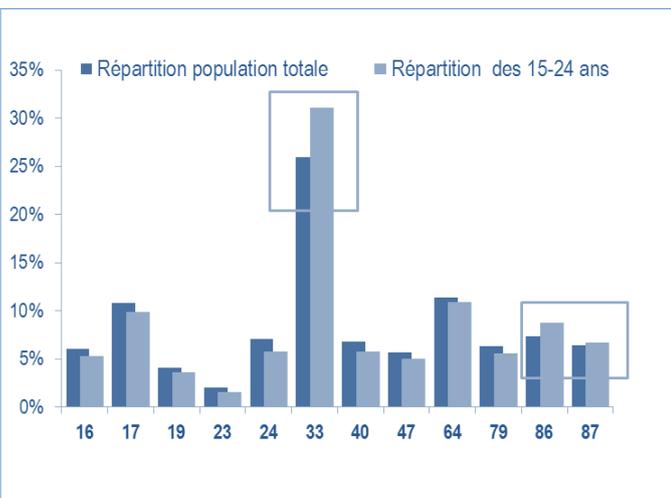
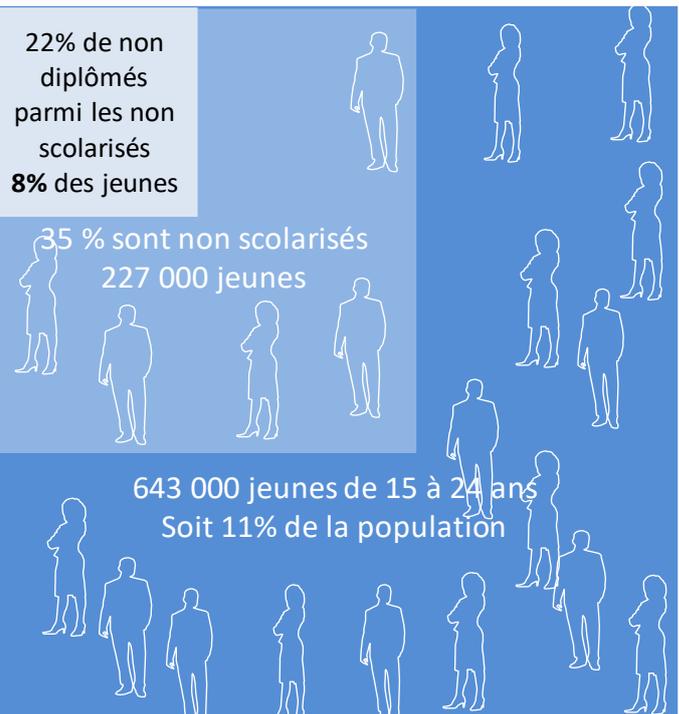
<sup>4</sup> Un jeune est « accompagné » sur une période, s'il a eu au moins un entretien, suivi un atelier ou une information collective, sur cette période. Pratiquement d'autres formes de contact plus distantes existent (mails, courrier, téléphone etc...).

# 640 600 jeunes de 15 à 24 ans, soit 11% de la population

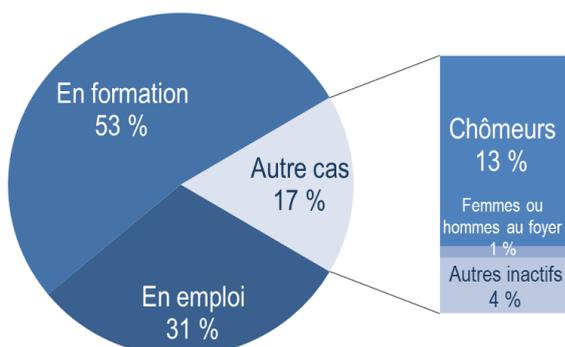
**8% de la population**  
réside à **Bordeaux,**  
**Limoges ou Poitiers**



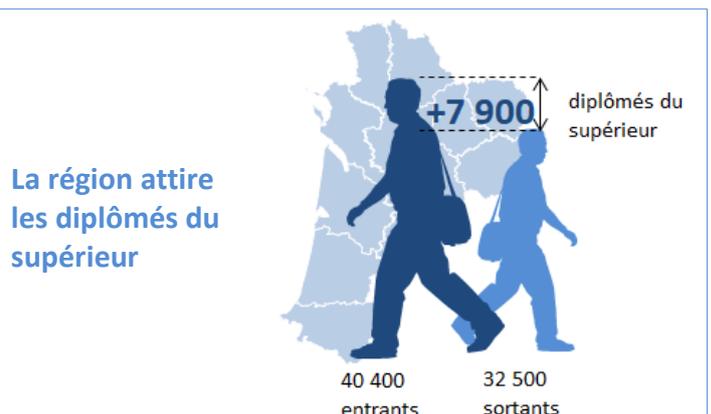
**Mais 15% des jeunes** résident à  
**Bordeaux, Limoges ou Poitiers**



**17% des 15-24 ans** ne sont ni en emploi ni en formation. Parmi ceux-ci, 75% sont en recherche d'emploi



Parmi les jeunes non diplômés,  
**2 femmes pour 3 hommes**



# EMPLOI

## L'emploi en Nouvelle-Aquitaine, vers un rebond pérenne des activités et une recomposition des compétences

3<sup>ème</sup> région économique (derrière l'Île-de-France et Auvergne Rhône-Alpes), avec un PIB de 164 milliards d'euros en 2015, 1<sup>ère</sup> région agricole et forestière, la Nouvelle-Aquitaine se positionne de façon prépondérante dans de nombreux secteurs (viticulture, industrie aéronautique et spatiale, agroalimentaire, bois et papier...) mais l'analyse des territoires montre des fragilités notamment sur les territoires de l'est qui peinent à rebondir depuis la crise. La Nouvelle-Aquitaine ce sont 2 350 000 emplois salariés (1 370 000) et non-salariés (980 000). Près de 60% de l'emploi régional est concentré dans les quatre départements côtiers qui composent la Nouvelle-Aquitaine (Gironde, Pyrénées Atlantiques, Charente maritime et les Landes) dont une forte polarisation de l'emploi dans le département de la Gironde (3 sur 10).

Caractéristique régionale majeure, le poids du secteur agricole est près de deux fois supérieur à la moyenne nationale en raison de spécialisations territoriales liées à la viticulture, la sylviculture ou l'élevage. Même si cela ne représente que 5% des emplois régionaux, l'agriculture néo-aquitaine, 1<sup>ère</sup> région agricole européenne contribue pour 18% à la valeur ajoutée nationale de la branche agriculture, taux le plus élevé des régions métropolitaines.

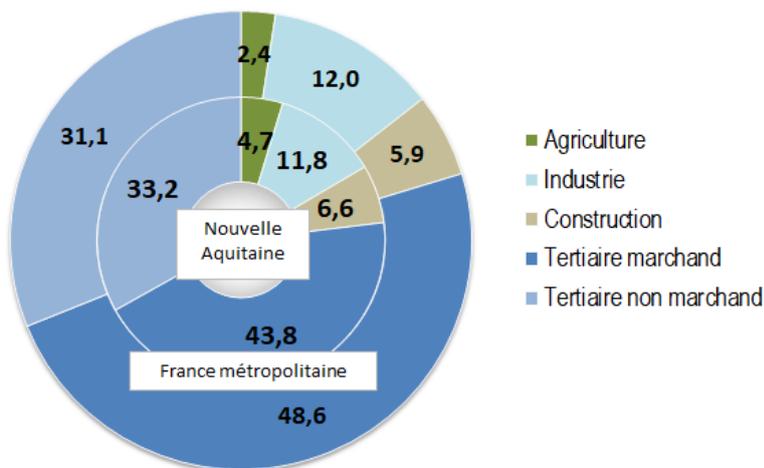
Après plusieurs années de contraction, l'amélioration conjoncturelle constatée depuis le début de l'année se confirme dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics. Cette reprise de l'activité s'étend à l'emploi (notamment dans les spécialités du second œuvre et de la canalisation/réseaux) de manière encore mesurée, reflétant les incertitudes qui pèsent encore sur ce rebond.

Le secteur tertiaire représente trois emplois néo-aquitains sur quatre. Il est marqué par une proportion plus faible du tertiaire marchand dans l'économie qu'en moyenne nationale (cinq points de moins). Des particularités locales apparaissent entre les territoires situés à l'est du territoire, fortement marqués par l'importance des activités tertiaires non marchandes (administration publique, enseignement, santé et social) et ceux de l'ouest dans lesquels les activités du tertiaire non marchand sont plus significatives. Ce sont notamment les services à la population favorisée par la structure démographique et la répartition spatiale des seniors qui sont source de développement majeur : les initiatives favorisant l'autonomie des personnes et le "bien vieillir" relevant du domaine de la silver-économie sont ainsi fortement pourvoyeuses d'emplois de proximité. Les fonctions métropolitaines sont traditionnellement bien implantées dans les grandes aires urbaines en particulier celle de Bordeaux, qui concentre 30 % des fonctions régionales. Elles sont surreprésentées dans six autres zones : Niort, Pau, La Rochelle, Poitiers, Bayonne et Agen qui connaissent un cercle vertueux cumulant dynamique d'emploi et forte attractivité d'actifs qualifiés. Les territoires situés à l'est de l'axe Poitiers/Agen connaissent une plus faible attractivité associée à une perte d'emploi depuis dix ans ce qui accentuent les difficultés de croissance.

A l'instar des tendances nationales, l'emploi industriel accuse un recul marqué. Depuis 2008, ce sont ainsi plus de 25 000 emplois qui ont été perdus. En 2015, 250 000 salariés travaillent dans ce secteur avec là aussi une forte concentration de l'emploi industriel en Gironde (20% des emplois industriels de la Nouvelle-Aquitaine). Tous les territoires voient l'emploi industriel reculer, notamment les départements de la Haute-Vienne (perte d'1 emploi sur 6 depuis 2008), la Creuse (1 sur 7) et la Vienne. Ceux de Gironde et des Pyrénées Atlantiques résistent mais perdent également des emplois (respectivement -3% et -6%). Ces écarts à la baisse de l'emploi industriel sont liés aux spécialisations sectorielles de ces territoires multiformes<sup>5</sup> et aux facteurs de croissance auxquels ils sont liés (concurrence potentielle à laquelle ils sont soumis ou inversement positionnement sur des vecteurs de croissance importants pour les plus innovants). Malgré tout, les dynamiques économiques actuelles axées sur l'innovation, la recherche-développement et la montée en compétences de filières régionales à forte valeur ajoutée génèrent de l'emploi qualifié de manière soutenue, parfois difficile à recruter, difficultés accentuées par le manque d'attractivité des formations industrielles et les spécificités de la structure économique (entreprises de petite taille, installations en milieu rural etc...) ➔ voir annexe « spécificités sectorielles »

<sup>5</sup> Voir la partie sur les spécialisations sectorielles des départements

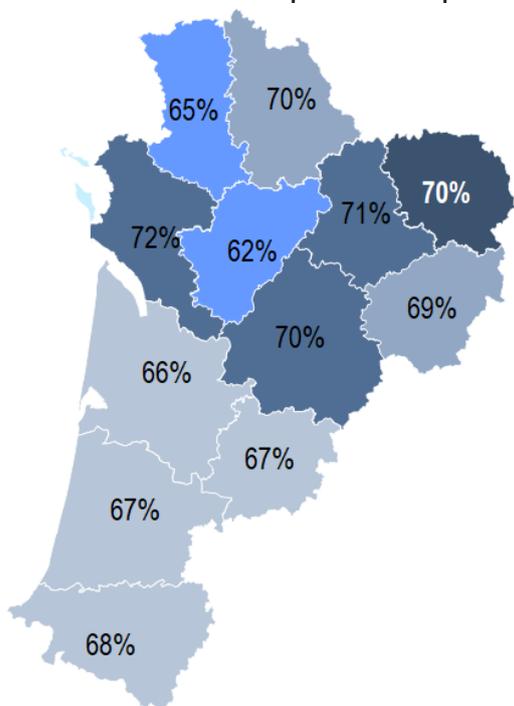
Une **surreprésentation** de l'agriculture,  
Une **sous-représentation** du tertiaire



**67%** des emplois font partie de la

**tielle**

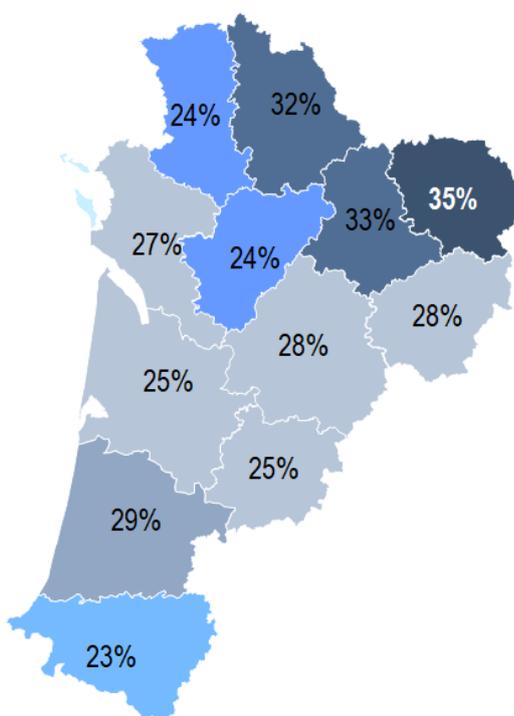
ilarié et non  
larié



activités mises en  
on de biens et de  
besoins de personnes  
ient résidentes ou

**26,4%** des emplois salariés

ment  
**e public**



en prenant tous les  
e entreprise soumise au  
dont les effectifs de la  
ent 50 % des effectifs

Des spécificités industrielles

	<b>Agroalimentaire</b>	<b>Bois, papier carton, meubles</b>	<b>Produits électriques, électroniques, optiques</b>	<b>Matériel de transport</b> (aéronautique, spatial, nautisme, automobile)
<b>Effectifs</b>	<b>32 000 salariés</b> (hors commerce de gros et artisanat commercial) 14% de l'industrie	<b>29 500 salariés</b> 13% de l'industrie	<b>18 000 salariés</b> 8% de l'industrie	<b>28 000 salariés</b> 12% de l'industrie
<b>Principales productions</b>				
<b>Poids du secteur</b>	1 <sup>er</sup> secteur industriel pour : • La Dordogne • Les Landes • Le Lot et Garonne	1 <sup>er</sup> secteur industriel pour : • La Charente • La Haute-Vienne	• 2 <sup>ème</sup> secteur industriel pour la Charente • 3 <sup>ème</sup> secteur industriel pour la Corrèze	• 1 <sup>er</sup> secteur industriel pour la Charente-Maritime • 2 <sup>ème</sup> secteur industriel pour les Pyrénées Atlantiques

Les capacités des zones à absorber les difficultés ou à croître sont hétérogènes<sup>6</sup> : les territoires en façade atlantique sont considérés comme dynamiques, moins sensibles aux fluctuations de type crise, à l'opposé ceux du nord Poitou, du Limousin, de la Dordogne et de l'est Charente sont considérés comme vulnérables c'est-à-dire durablement affectés par la baisse de l'emploi au point de ne pouvoir retrouver un niveau d'emploi stable. Les chiffres de la création d'entreprises confirment ce constat : 60% des entreprises nouvellement créées sont le fait de trois départements, la Gironde (38%), la Charente-Maritime (10,5%) et les Pyrénées-Atlantiques (11,5%)

Dans la partie Est de la Nouvelle-Aquitaine, on assiste à la conjugaison de deux phénomènes : concentration de l'emploi dans des secteurs relevant du tertiaire non marchand (poids de l'économie résidentielle) et dépendance à la redistribution de revenus de solidarité (prestations sociales et retraites). L'emploi salarié marchand relativement plus faible combiné aux restructurations des services de l'Etat affectant la part des revenus distribués (salaires des fonctionnaires) induisent une diminution durable de l'emploi et une plus grande difficulté de rebond.

### Appréhender les besoins en professionnels et en qualifications de demain

Parmi les 2,3 millions de personnes qui travaillaient en région, quelques 333 000 se retireraient définitivement du marché du travail entre 2016 et 2020. Certains domaines professionnels tels que les services aux particuliers et aux collectivités, ceux de l'administration-armée-professions juridiques seraient parmi les plus touchés par les départs. Dans les domaines du commerce ou du BTP, l'impact relatif des départs serait dans l'ensemble moins élevé. La question du renouvellement de la main-d'œuvre se pose fortement dans des professions qui conjuguent croissance des effectifs et nombreux départs. Mais elle est aussi présente dans des professions dont les effectifs stagnent ou décroissent, en particulier lorsqu'elle est associée à la problématique de l'évolution des qualifications. Localement, certains territoires (de la Dordogne, Corrèze, Creuse, Charente et du nord Poitou) où les actifs sont plus âgés que la moyenne régionale, seraient davantage affectés que d'autres par les départs de fin de carrière.

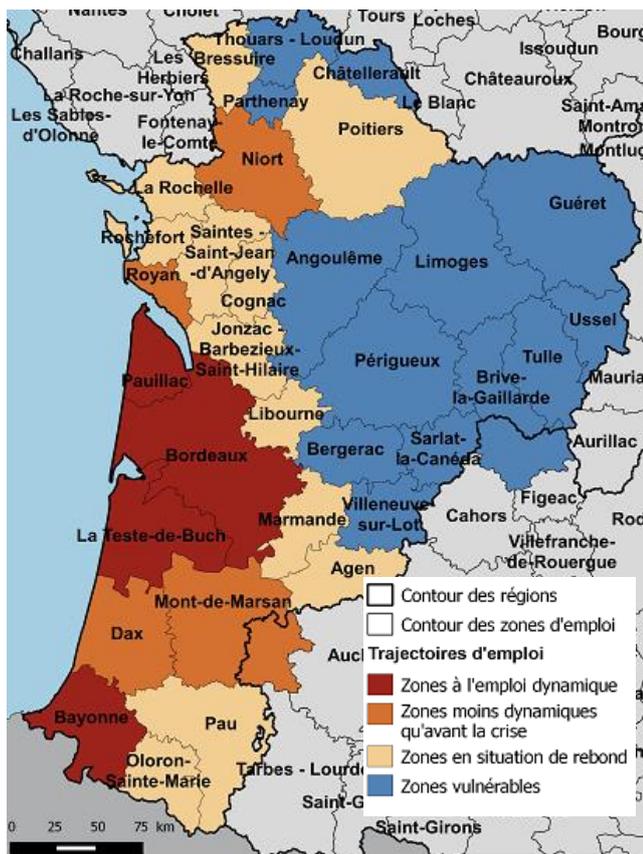
Réfléchir sur l'évolution des métiers, et en conséquence l'adaptation des formations, c'est aussi intégrer dans cette réflexion les bouleversements induits par les nouvelles technologies dans la production de biens et de services (big data, transitions numérique et énergétique, véhicules autonomes, objets connectés, robotique, internet mobile...). L'usage croissant de l'intelligence artificielle dans les process va bouleverser des métiers et des secteurs que l'on croyait préservés de l'automatisation : transports, services aux entreprises, santé, commerce... Toutefois, l'impact sera différent suivant les métiers, certaines professions manuelles apparaissent relativement protégées car peu susceptibles de standardisation (métiers de bouche, services à la personne, artisanat...) → voir annexes « Métiers et formations »

**>> Si le tissu aquitain se caractérise par une économie diversifiée (une industrie de pointe – aéronautique, électronique, chimie- côtoie des activités plus traditionnelles -agroalimentaire, bois-papier, cuir et luxe), des positions dominantes dans l'agriculture et la forêt et une bonne croissance économique, il reste également marqué par une structuration en petits établissements, la difficulté des territoires – ruraux- à maintenir/attirer des entreprises et à recruter des salariés et le poids de l'économie non marchande dans un contexte de contraintes budgétaires. Réduire les déséquilibres économiques entre une métropole/ des pôles urbains pilotes et des territoires plus vulnérables, mais aussi stimuler le développement économique implique d'anticiper les besoins en emplois et compétences de demain (impact des transitions numériques et énergétiques), moteurs de la performance économique et de développer une réponse formation adéquate.**

Par ailleurs, en Nouvelle-Aquitaine, la Région a défini des filières prioritaires dans le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) identifiées comme créatrices d'emploi et de valeur ajoutée. Dans ce cadre, l'appareil de formation (initial et continu) devra accompagner leur développement en compétences sur la base d'observations et d'anticipations prospectives.

<sup>6</sup> L'INSEE a identifié les disparités géographiques entre métropoles, zones périphériques et celles rurales en étudiant la résistance des zones d'emploi constituant la Nouvelle-Aquitaine aux aléas économiques sur une période longue et leurs impacts en termes de trajectoires d'emploi.

## TRAJECTOIRE D'EMPLOI DES ZONES D'EMPLOI ENTRE 2001 ET 2013



Lecture : Les trajectoires d'emploi s'appuie sur une analyse de la vulnérabilité et de la résistance des territoires avant, pendant (fin 2007 à 2009) et après la crise. Ainsi, les zones d'emploi de Dax, Mont-de-Marsan, Niort et Royan ont résisté pendant la crise mais sont moins dynamiques depuis (Baisse du taux de croissance annuel moyen d'emploi, plus faible dans la période 2009-2013 que dans la période 2001-2007).

Champ : Zones d'emploi de Nouvelle-Aquitaine dans leur intégralité, incluant quelques communes d'Occitanie.

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées de 2001 à 2013

## DYNAMISME ECONOMIQUE DES ZONES D'EMPLOI



Lecture : l'indicateur de dynamisme synthétise les créations d'établissements et d'emplois et tient compte de la structure économique de la zone. Ainsi, sans prise en compte du chômage et de la pauvreté, la zone d'emploi de Pauillac, eu égard à sa structure économique, a une dynamique supérieure aux territoires présentant les mêmes caractéristiques qu'elle.

Champ : établissements ayant une activité marchande, hors agriculture

Source : Insee, REE et Clap (1er janvier de l'année entre 2008 et 2013)

### La création d'entreprise une concentration sur trois départements

Taux de création le plus élevé



Gironde

15,6%

Taux de création le moins élevé



Creuse

8,7%

46 000

créations d'entreprises en 2017



industrie



construction



commerce, transport et H&R



services aux entreprises



services aux particuliers

réparties selon les secteurs suivants (en % des créations)

5,3%

12%

28,6%

30%

24,1%

surreprésentation (en % des créations du département)



Gironde

Landes

Charente-maritime

# MARCHE DU TRAVAIL

La situation régionale est similaire à la situation française dans ses tendances - et notamment dans la baisse du chômage- comme dans les caractéristiques du marché du travail, avec plus de mobilités, plus d'offres contractuelles. La population vieillissante, faiblement diplômée et peu mobile, est toutefois un handicap à la reconversion économique de certains territoires ruraux.

En région et selon les derniers indicateurs, **la croissance de l'emploi se confirme** et devrait atteindre son niveau avant crise. Fin décembre 2017, 522 769 personnes étaient inscrites (cat. A,B,C) à Pôle emploi en Nouvelle-Aquitaine. Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017, le taux de chômage en Nouvelle-Aquitaine s'élevait à 8.4% soit légèrement moins qu'en France métropolitaine – 8.6%. D'autres indicateurs conjoncturels tels que celui du retour à l'emploi en augmentation de 6,5% en un an (# 5,1 au national) ainsi que l'érosion du temps entre entrée et reprise d'emploi permettent d'envisager une amélioration de la situation.

Les évolutions structurelles du tissu économique marquées par la désindustrialisation, l'externalisation d'une partie de ces activités, et corollairement l'essor des activités de services, la massification de l'usage du digital dans un contexte national de récession économique ont entraîné une **évolution dans les natures de contrat de travail devenus plus flexibles et une hausse des transitions professionnelles des actifs entre périodes d'emploi et de chômage**. Cette situation a modifié le profil des demandeurs d'emploi qui conjuguent plus souvent une inscription au chômage avec l'exercice d'une activité professionnelle (45% des demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie C). Leur comportement sur le marché du travail évolue également puisque 20% des demandeurs inscrits recherchent un contrat de travail en cdi à temps partiel ou un contrat court (cdd, mission d'intérim etc...). Ces transitions professionnelles s'illustrent sur le marché du travail par le décalage entre reprise d'emploi et métiers recherché. Près de la moitié des demandeurs d'emploi retrouvent un emploi dans un domaine<sup>7</sup> différent dans lequel ils s'étaient initialement inscrits<sup>8</sup>.

275 000 offres d'emploi ont été directement enregistrées en 2017 par Pôle Emploi. Sans surprise, le premier département recruteur, et de loin, est celui de la **Gironde qui cumule 37% des offres déposées**, les départements de la Charente Maritime et des Pyrénées-Atlantiques viennent après avec chacun 11% des offres régionales. Pour ces trois départements, le caractère touristique est très marqué puisqu'ils concentrent 62% des offres régionales dans ce domaine. La Creuse, la Corrèze et la Haute-Vienne arrivent en queue de classement, cumulant à eux trois 8% des offres régionales. A noter que si l'on ajoute les offres des partenaires de Pôle emploi, ce sont plus de 590 000 offres qui ont été proposées durant l'année 2017.

En dehors des activités touristiques, **le marché du travail reste homogène au niveau de la répartition des compétences recherchées**, même si quelques spécificités se font jour dans le domaine des services à la personne et à la collectivité qui représente une offre d'emploi déposée sur 7 en région. Il est en effet surreprésenté dans la répartition des offres départementales en Creuse, dans la Vienne (correspondant à 24% des offres déposées dans ces deux départements), la Haute-Vienne et la Gironde (respectivement 20% et 19%). Le domaine professionnel du commerce est celui qui cumule le plus de propositions d'emploi, il est présent dans le trio de tête des domaines professionnels recherchés de chacun des 12 départements.

**Les offres déposées - hors saisonnières - dans les territoires ruraux de l'est de la région sont moins qualifiées que celles déposées sur le littoral atlantique et sont également moins pérennes**. Elles correspondent plus souvent à des besoins de proximité (service à la personne).

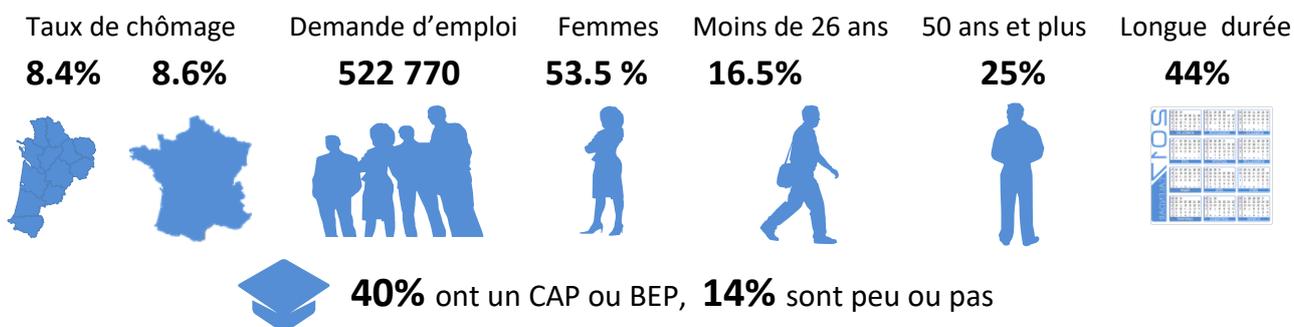
*>> Le marché des personnes qualifiées est très tendu, alors qu'à l'inverse les chômeurs de longue durée n'arrivent pas à bénéficier de la reprise de l'activité économique et n'ont pas toujours connaissance des recrutements à venir dans les entreprises. Cette catégorie de demandeurs d'emploi se caractérise par un double handicap : faible niveau de qualification et mobilités réduites. Un des enjeux pour cette population éloignée de l'emploi consiste en l'accès à un service de proximité favorisant l'insertion par l'emploi, permettant l'acquisition d'un niveau de qualification professionnel adapté aux besoins des activités du territoire quel que soit le lieu de résidence.*

<sup>7</sup> 14 domaines professionnels au total.

<sup>8</sup> Observatoire de l'emploi de Pôle Emploi en Nouvelle-Aquitaine.

## Le marché du travail en 2017

### DEMANDE D'EMPLOI (décembre 2017, catégories ABC)

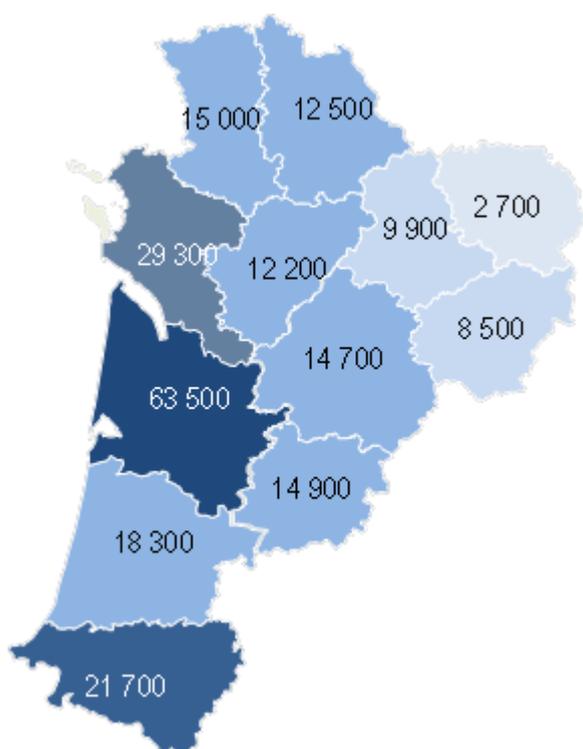


Source : Pôle Emploi

### OFFRES D'EMPLOI 2017

**593 000** offres d'emploi dont **275 000** gérés directement par Pôle Emploi

Principaux domaines : Commerce-Vente (16% des offres), Services à la personne et à la collectivité (13.1%), Support à l'entreprise (12.7%), BTP (10.7%), H&R et tourisme (10.5%), Industrie (10.5%)



### LES PERSPECTIVES D'EMBAUCHE 2018

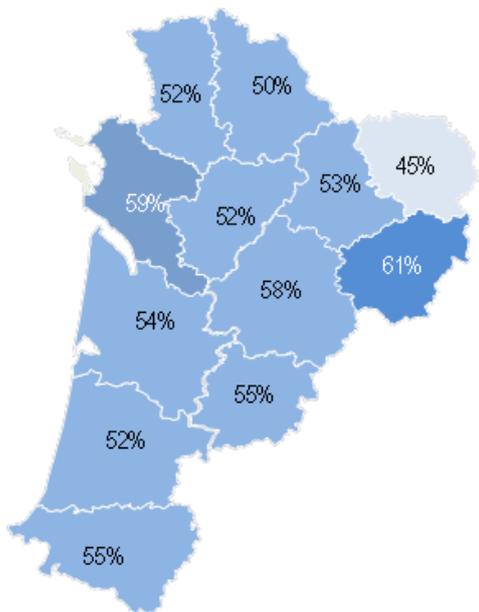
#### 225 000 intentions d'embauche

122 000 sont permanentes, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas liées à un besoin saisonnier. Parmi elles, 66 000 sont jugés difficiles par les employeurs soit une moyenne régionale de **54%**.

On peut ainsi identifier les territoires pour lesquels les difficultés de recrutements (attractivité, main d'œuvre disponible...) sont particulièrement marquées.

103 000 projets sont saisonniers. Ce sont essentiellement les métiers agricoles - 1 projet saisonnier sur 3 -, ceux de l'hébergement et la restauration (20%) et du commerce (10%).

Source : BMO 2018



### Part des projets de recrutements jugés difficiles parmi les projets permanents - 40 000 projets

#### Les principaux métiers concernés sont les:

**Métiers des services à la personne** (aides à domicile et aides ménagères, aides-soignants, employés de maison et personnels de ménage, assistantes maternelles),

**Métiers de l'hôtellerie-restauration** (serveurs de cafés restaurants, aides et apprentis de cuisine, employés polyvalents de la restauration, cuisiniers),

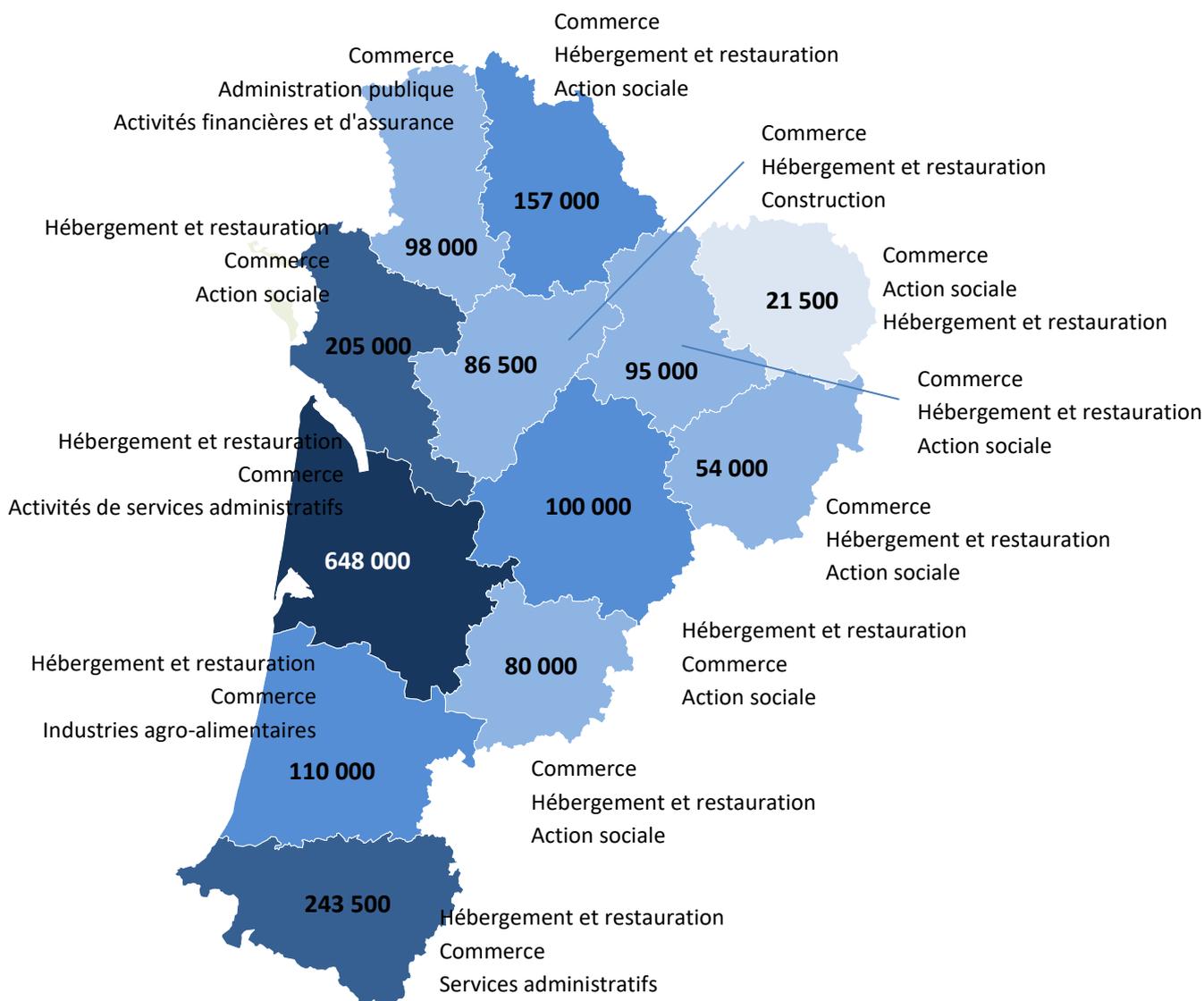
**Métiers des services aux entreprises** (agents d'entretien de locaux, agents d'accueil et d'information, secrétaires bureautiques et assimilées),

**Métiers de la conduite routière** (conducteurs et livreurs sur courte distance, conducteurs routiers)

**Attachés commerciaux**

## LES DECLARATIONS D'EMBAUCHE

Répartition des 595 000 en CDI ou d'une durée de plus de 1 mois parmi les 1 898 000 DPAE totales en 2016 *Source : Urssaf 2017*



# FORMATION

## La formation initiale par voie scolaire ou par apprentissage : des besoins croissants<sup>9</sup>

Dans l'éducation nationale, un lycée sur deux offre au moins un enseignement professionnel aux 29% des lycéens qui poursuivent sur cette voie<sup>10</sup>. 86 lycées des métiers et 7 campus des métiers et des qualifications ont été labellisés, ces derniers portant sur des filières innovantes en lien avec les ressources économiques du territoire<sup>11</sup>. Ce réseau dense de formations professionnelles est toutefois à mettre en regard avec les faibles densités infra territoriales. Dans les départements ruraux, l'offre de formation est bien présente, adaptée au contexte territorial (établissements de plus petite taille<sup>12</sup>, internats plus fréquents...). **Malgré tout, l'offre de proximité, moins diversifiée qu'en milieu urbain, influence, de fait, les parcours des jeunes, dont l'orientation est déjà impactée par le niveau de diplôme et le milieu social des parents<sup>13</sup>.**

L'appareil de formation agricole est le second en termes d'effectifs scolarisés après celui d'Auvergne-Rhône-Alpes. Toutefois, comme au niveau national, la part des formations liées à la production agricole a diminué au profit des spécialités tertiaires, avec une part importante des services à la personne dans lesquels les filles sont majoritaires.

L'apprentissage concerne 5% des jeunes âgés de 16 à 25 ans (7<sup>ème</sup> région métropolitaine), son développement est lié en partie à des facteurs exogènes comme l'environnement économique local, et notamment la présence d'entreprises susceptibles d'accueillir des jeunes. En Nouvelle-Aquitaine, les effectifs ont augmenté sur un an de près de 600 apprentis supplémentaires, grâce notamment au supérieur, installé dans une dynamique forte de croissance. Reste que le niveau V est toujours prédominant avec 45% des apprentis et un appareil de formation très orienté sur les métiers de la production (environ 3 élèves sur 5)

Les effectifs de l'enseignement supérieur ont augmenté de plus de 13% en dix ans. 65% relèvent de l'université (62.5% en France). L'orientation vers des formations courtes (sts, dut, formations paramédicales et sociales) concernent plus d'un étudiant sur cinq, ce qui la place dans la médiane des régions (hors île de France – 13.5%). C'est une spécificité de l'académie de Limoges (plus de 3 étudiants sur 10). 50% de la population étudiante ((hors STS) a obtenu son bac dans la région, soit le 10<sup>ème</sup> rang des régions<sup>14</sup>, un % faible témoignant généralement de la variété des formations proposées.

## La formation professionnelle des demandeurs d'emploi en région



**>> La Nouvelle-Aquitaine bénéficie d'un bon maillage du territoire en structures de formation initiale et notamment d'enseignement professionnel, mais aussi d'une offre diversifiée destinée aux demandeurs d'emploi. Mais, dans un contexte de baisse démographique des publics jeunes dans les territoires les moins urbanisés, et de difficultés d'insertion des moins qualifiés, l'objectif est d'assurer des choix d'orientation et un parcours de qualification adapté, vers et dans l'emploi, plus fluide et plus continu.**

<sup>9</sup> Sur les dix dernières années, les effectifs du 2<sup>nd</sup> cycle de la région Nouvelle-Aquitaine ont augmenté de 7.5% (2.1% pour la France),

<sup>10</sup> Même si la part de l'enseignement général et technologique augmente dans l'orientation post-troisième.

<sup>11</sup> Construction aéronautique, filière bois, construction durable/éco-réhabilitation, génie civil/infrastructures intelligentes, agroalimentaire, maintenance.

<sup>12</sup> 56.5% des lycées professionnels de l'académie de Limoges ont moins de 200 élèves (33.8% en France, 37.2% en région).

<sup>13</sup> Exemple : les sections de segpa sont ainsi plus nombreuses dans des départements comme la Creuse (5%) qu'en Gironde.

<sup>14</sup> De 76% pour la Corse, 1<sup>er</sup> du classement, à 31.1% pour l'île de France, dernier du classement.

# Le système de formation initiale en Nouvelle-Aquitaine – Chiffres clefs

## L'enseignement professionnel par voie scolaire (Education nationale - 2016)

**130 000** élèves dans le second cycle **général et technologique**

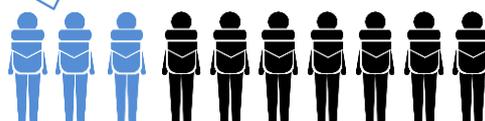
**52 000** élèves dans le second cycle **professionnel**

Plus d'**1 lycée sur 2** offre un enseignement professionnel



164 Lycées professionnels - 48 Lycées polyvalents  
86 Lycées des métiers et 7 campus des métiers et des qualifications

**29%** des élèves suivent un **second cycle professionnel**

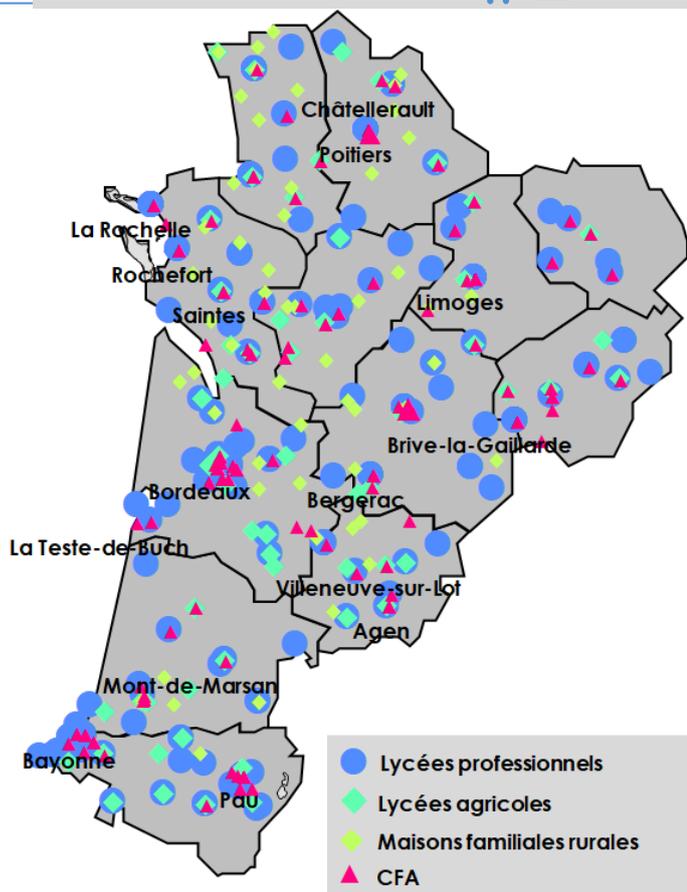


### Principales spécialités de formation (en % des effectifs)

Commerce-Vente 17.5

Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales 11

Electricité-électronique 10.5



## L'enseignement agricole (Draaf 2016)

Un réseau de proximité

**22 000** Elèves

(dont cycle d'orientation scolaire et cycle de détermination lycéenne)

**15 500** suivent une **formation professionnelle**

(CAPA, Bac pro, BTSA)

**38 Lycées agricoles - 53 MFR – IREO**

maisons familiales rurales – instituts régionaux d'éducation ouvrière + une vingtaine d'autres structures privées (CNEAP...)

Particularité du territoire limousin : une majorité d'établissements publics

Des domaines de formation variés :

**3 sortants sur 10 dans les services aux personnes**



## Les formations sanitaires et sociales

(Drees 2016)

**18 700** Elèves - 13 350 santé et 5 350 social

62 Etablissements proposent 113 formations de la santé (dont 39% aide-soignant.e et 25% infirmier.ère)

32 Etablissements proposent 84 formations du social (dont 25% Accompagnant.e éducatif.ve et social.e)



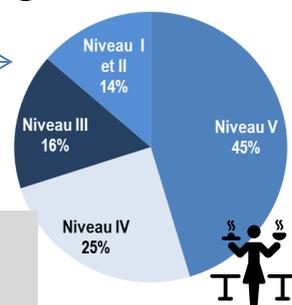
Source : Drees Enquête Ecole 2016

## L'apprentissage (Rentrée 2016)

**36 700** Apprentis

115 CFA et 375 sites  
670 diplômes proposés

18% des effectifs dans les métiers de bouche, cuisine, et agroalimentaire



Source : Région Nouvelle-Aquitaine Service Apprentissage

Source : MENESR DEPP/ Scolarité - Etablissements publics et privés relevant du MENESR 2016

# L'information et l'orientation des jeunes

## Les types d'orientation en fin de troisième selon les académies



**Bordeaux** : Forte dominante en voie générale et technologique

(taux de passage en seconde GT compris entre 63 et 77%)



**Poitiers** : Apprentissage développé

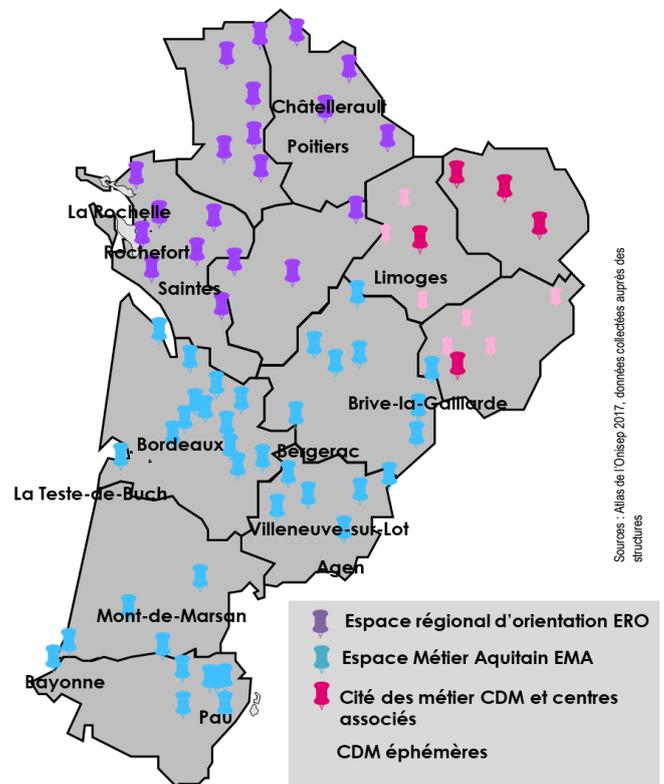
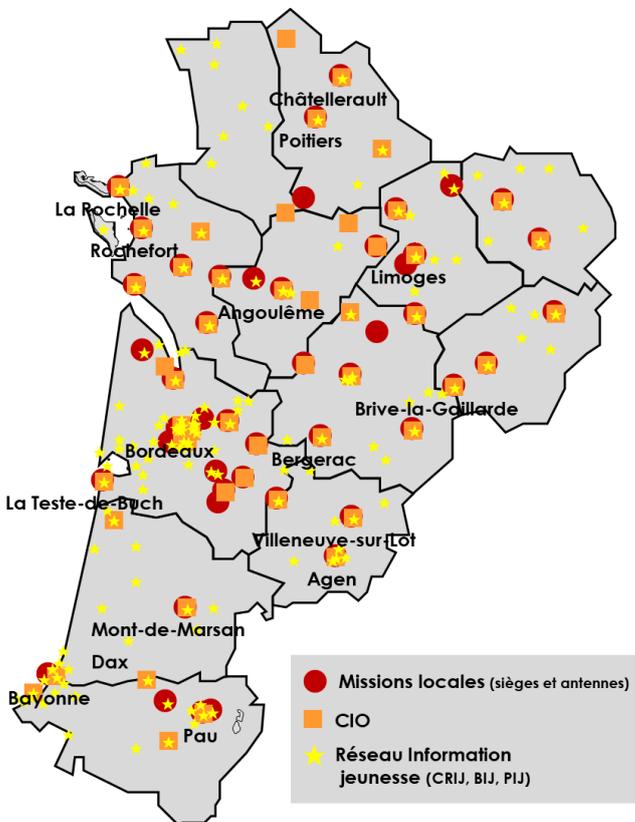


**Limoges** : Orientation importante en voie professionnelle scolaire

(taux de passage en voie professionnelle scolaire compris entre 28.5 et 48%)

Sources : MENESR DEPP / Système d'information des élèves du second degré Scolarité, sur la formation des apprentis SIFA, SAFRAN du ministère en charge de l'agriculture - 2015

## Les principales structures d'information et d'orientation jeunesse



Sources : Atlas de l'Onisep 2017, données collectées auprès des structures

NB : le réseau des carifs-orefs accueillent tous les publics sans critère d'âge

## Les poursuites d'études dans l'enseignement supérieur (RERS 2016)

**129 000** étudiants à l'université (dont dut)

**31 500** en IUT et STS et assimilés

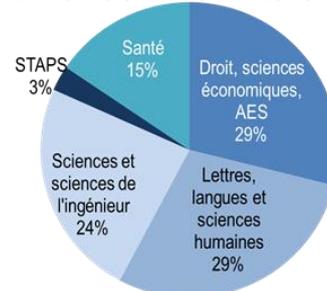
**8 300** en formation d'ingénieurs

**65%** des élèves du supérieur sont à l'université

**22%** en formation courtes (dut, bts, écoles paramédicales et sociales)

**4%** en écoles d'ingénieurs

### EFFECTIFS UNIVERSITAIRES 2016



Sources : RERS 2016, MENESR-SIES, Système d'information SISE, enquêtes menées par le SIES auprès des établissements d'enseignement supérieur hors système SISE, données sur les STS et les CPGE collectées par le MENESR-Depp, enquêtes spécifiques aux ministères en charge de l'agriculture, de la santé et de la culture.

**LES SPECIFICITES  
SECTORIELLES  
DEPARTEMENTALES**

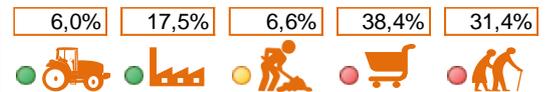
# SPECIFICITES TERRITORIALES DEPARTEMENTALES

Légende  
 ● Sous-représenté  
 ● Sur-représenté  
 ● Dans la moyenne

## 16 – Charente

 C'est le **1er département industriel** de la Nouvelle-Aquitaine en effectifs salariés. L'industrie représente plus d'1/4 des emplois du secteur privé dans le département, avec une spécialisation dans la **fabrication de cartons et l'imprimerie** (plus un pôle « image » à Angoulême), dans les **équipements électriques**, les **produits minéraux** –verre, argile-béton (1<sup>er</sup> employeur régional dans ces trois cas) et dans la production de **boissons alcooliques distillées** (cognac et pineau principalement).

 La production viticole (**1er bassin de production de vins blancs/eaux de vie**), génératrice de plus-value, un important cheptel bovin à l'est du territoire -mais aussi ovin et caprin - une grande surface exploitée en céréales et oléoprotéagineux, explique la surreprésentation de l'emploi agricole.



Les secteurs industriels les plus représentés en volume d'emplois	% de la région
Bois, papier-carton, imprimerie	17,5%
Industries alimentaires	9,1%
Fabrication d'équipements électriques	31,3%

Les secteurs SUR-REPRESENTES dans le territoire	% de la région
Bois, papier-carton, imprimerie	17,5%
Fabrication d'équipements électriques	31,3%
Industries alimentaires	9,1%

## 17 – Charente-Maritime

 L'économie est essentiellement **présentielle** (c'est le second département sur ce critère après la Haute-Vienne). C'est aussi le **1<sup>er</sup> département touristique** de la nouvelle Aquitaine (avec 6,5% de l'emploi total du département, même si en nuitées et en richesse dégagée, la Gironde le précède sur le podium). Les secteurs du **commerce** (1 salarié sur 4) et de **l'hébergement-restauration** sont surreprésentés en lien avec ce caractère touristique.

 Le territoire attire des touristes, mais aussi une population de jeunes retraités. Le **secteur social est d'ailleurs très présent**.

 Grâce à sa spécialisation dans la **viticulture** (2<sup>nd</sup> bassin de production vinicole, partagé avec la Charente), la pêche, et la **conchyliculture** (1<sup>er</sup> producteur en France), ainsi que les grandes cultures (céréales et oléoprotéagineux), le poids de l'agriculture dans son économie le place en 3<sup>ème</sup> position régionale

 2 secteurs concentrent 40% de l'emploi industriel départemental : agroalimentaire et matériel de transport



Les secteurs industriels les plus importants en volume	% de la région
Fabrication de matériels de transport	15,7%
Industries alimentaires	8,3%
Autres industries manufacturières	10,2%

Les principaux secteurs SUR-REPRESENTES dans le territoire	% de la région
Commerce (dont garages)	10,5%
Fabrication de matériels de transport	15,7%
Social	10,5%

## 19 – Corrèze

Le département se décompose en trois zones d'emploi, dont la vulnérabilité et la ruralité sont croissantes en allant vers l'est.

 L'agriculture est diversifiée et fortement recruteuse de saisonniers. Si **l'élevage bovin reste dominant**, le département se caractérise également par sa **production fruitière**

 Plus de 40% de la surface départementale est composée de forêt. La filière bois est développée notamment dans le bassin d'Ussel. C'est d'ailleurs le **3<sup>ème</sup> département pour la récolte de bois et le sciage** après les Landes et la Gironde.

 L'industrie est en lien avec les ressources naturelles du territoire soit 1/4 des emplois dans **l'agroalimentaire** (bassin de Brive) et le **travail du bois**. Il existe une forte représentation de PME-PMI industrielles dans la sous-traitance aéronautique-spatial-automobile, avec une spécialisation en **Electronique-Optique** (1 emploi régional sur 8) et en **Mécanique industrielle-Métallurgie** bénéficiant de l'effet Mecanic vallée.



Les secteurs industriels les plus importants en volume	% de la région
Industries alimentaires	6,1%
Métallurgie	6,9%
Bois, papier-carton, imprimerie	5,1%

Les principaux secteurs SUR-REPRESENTES dans le territoire	% de la région
Industries alimentaires	6,1%
Transports et entreposage	4,9%
Métallurgie	6,9%

## 23 – Creuse

La Creuse multiplie les premiers prix peu gratifiants: le plus petit département, la densité la plus faible, le plus âgé, le revenu médian le plus bas, le 1er pour la part d'emploi non salarié ou celle des non diplômés...



**Département le plus agricole** de la Nouvelle-Aquitaine, il se caractérise par un **élevage extensif avec le 1er cheptel bovin de la région**



3ième économie présentielle de la région, c'est le **1er département pour le poids de l'emploi public et le tertiaire non marchand** : 1/4 de l'emploi salarié se concentre dans le secteur sanitaire et social.



**L'industrie lourde est encore très présente**, notamment dans les machines et équipements (installation, fabrication), 1/4 des salariés industriels travaillent dans la **métallurgie**, 1 sur 6 dans **l'agroalimentaire**.



L'industrie de la **tapisserie** avec peu d'effectifs bénéficie pourtant d'une renommée internationale et d'une volonté politique de développement.



Les secteurs industriels les plus importants en volume	% de la région
Métallurgie	3,5%
Industries alimentaires	1,3%
Fabrication de machines et équipements	4,6%

Les principaux secteurs SUR-REPRESENTES dans le territoire	% de la région
Social	2,5%
Métallurgie	3,5%
Santé	2,3%

## 24 – Dordogne



C'est un territoire à dominante rurale marquée par une **filière bois développée** (3ième surface boisée régionale, 4ième producteur) et une **agriculture diversifiée** (polyculture et polyélevage). C'est le 2nd producteur de fraises après le Lot et Garonne et de 3ème producteur de lait de vache.



Le poids du BTP est le plus élevé de la NA, avec de nombreux établissements spécialisés dans le **génie civil**.



Le tertiaire non marchand est peu développé, 5 points de moins qu'en région. Mais l'activité touristique est la plus élevée parmi les départements hors littoral (4ième département pour l'emploi touristique, 5ième pour les nuitées)



Près de 30% de l'emploi industriel se situe dans les industries **agroalimentaires**. Autre particularité, les **caoutchoucs- plastiques** - avec 12% de l'emploi régional. Un pôle important est celui de la fabrication de **papier et de carton**. L'industrie du luxe est présente à travers la **filière cuir** qui emploie plus de 800 salariés, mais aussi les arts de la table et la coutellerie.



Les secteurs industriels les plus importants en volume	% de la région
Industries alimentaires	9,1%
Produits de synthèse	11,7%
Bois, papier-carton, imprimerie	7,5%

Les principaux secteurs SUR-REPRESENTES dans le territoire	% de la région
Industries alimentaires	9,1%
Construction	6,9%
Commerce (dont garages)	6,1%

## 33 – Gironde



La **structure économique** du territoire est la **plus dynamique de la région**. Le secteur privé a gagné 26 700 emplois en cinq ans (soit proportionnellement cinq fois plus que les Pyrénées Atlantiques 2nd département le plus créateur d'emploi). La Gironde se caractérise par la **tertiarisation** de son économie caractéristique d'une métropole (8 emplois sur 10). C'est le département qui accueille le plus important contingent de nuitées et d'emplois touristiques (plus de 20 000)



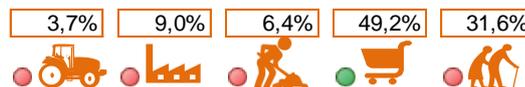
C'est aussi le **2ième département producteur de bois** après les Landes, l'industrie du **bois-papier-carton** est donc bien implantée.



Son agriculture est essentiellement viticole avec le 1er bassin de production de vins rouges.



Le secteur industriel phare est celui de la **construction aéronautique et spatiale** avec 6000 emplois au total soit un tiers des effectifs du secteur régional. Mais d'autres secteurs sont importants : **agroalimentaire**, équipements industriels, **équipements d'aide à la navigation/pilotage** (80% des emplois régionaux), **industrie pharmaceutique** (45% de la région)



Les secteurs industriels les plus importants en volume	% de la région
Fabrication de matériels de transport	32,1%
Industries alimentaires	16,1%
Autres industries manufacturières	26,6%

Les principaux secteurs SUR-REPRESENTES dans le territoire	% de la région
Activités de services administratifs et de soutien	34,8%
Activités informatiques et services d'information	62,5%
Activités juridiques, comptables, de gestion...	40,1%

## 40 – Landes



L'importance des **emplois touristiques** dans l'économie du territoire et la richesse dégagée par ce secteur en font le 2<sup>nd</sup> département en la matière après la Charente-maritime.



Département le plus vaste mais aussi le plus **boisé** (environ 60% de sa surface), c'est le 1<sup>er</sup> **producteur de bois** et le 1<sup>er</sup> employeur, pour l'amont de la filière : sylviculture, exploitation forestière, sciage. Certaines productions agricoles sont également très représentées comme les canards mulards. C'est corollairement le 1<sup>er</sup> producteur de maïs grain



C'est le 3<sup>ème</sup> département pour le poids de son industrie qui reflète les richesses du territoire : Industries **agroalimentaires**, travail du **bois -papier-carton**. Avec plus de 5 000 salariés, c'est le département qui contribue le plus à la **construction aéronautique et spatiale** après la Gironde. Enfin c'est le 2<sup>nd</sup> employeur régional du secteur chimique avec 16% des emplois régionaux.



Les secteurs industriels les plus importants en volume	% de la région
Industries alimentaires	11,4%
Bois, papier-carton, imprimerie	12,0%
Fabrication de matériels de transport	7,5%

Les principaux secteurs SUR-REPRESENTES dans le territoire	% de la région
Industries alimentaires	11,4%
Commerce (dont garages)	6,4%
Bois, papier-carton, imprimerie	12,0%

## 47 – Lot et Garonne



Département âgé et peu peuplé, il partage un certain nombre de caractéristiques avec la Creuse. C'est d'ailleurs le 2<sup>nd</sup> **département agricole** après ce dernier, avec des **productions diversifiées** (polyculture, grandes cultures, polyélevage) et **une orientation plus marquée en fruits et légumes**.



C'est le 1<sup>er</sup> département pour le poids de son secteur commerce et notamment **commerce de gros**.



60% des emplois industriels se concentrent sur 4 domaines : l'**agroalimentaire** (30%), l'industrie **pharmaceutique**, le **bois-papier-carton**, et le **matériel de transport**. Ce sont essentiellement les deux premiers qui caractérisent le territoire. Le secteur pharmaceutique sur le territoire est cinq fois plus important qu'en moyenne, il regroupe plus d'1/4 des effectifs régionaux.



Les secteurs industriels les plus importants en volume	% de la région
Industries alimentaires	8,2%
Bois, papier-carton, imprimerie	5,6%
Industrie pharmaceutique	28,4%

Les principaux secteurs SUR-REPRESENTES dans le territoire	% de la région
Commerce (dont garages)	5,9%
Industries alimentaires	8,2%
Social	6,3%

## 64 – Pyrénées Atlantiques

Attractif démographiquement, les Pyrénées-Atlantiques est également le département le plus dynamique en matière de création d'emplois dans le secteur privé après la Gironde.

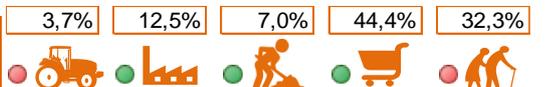


Le département est une terre d'élevage, c'est le 1<sup>er</sup> **producteur d'ovins -brebis** - et de **porcins** en région

Comme dans la plupart des zones du littoral, le tertiaire marchand est un secteur important. Ici, il se caractérise notamment par des activités de **recherche & développement** dont la part est 3,5 fois plus élevée qu'en région. Le secteur de l'**hébergement & restauration** est également sur-représenté, le département est en effet le 3<sup>ème</sup> département en termes d'emplois touristiques et de richesse dégagée par le secteur **tourisme**.



Le domaine industriel est diversifié, même si l'**industrie alimentaire**, la **métallurgie** et l'**aéronautique** représentent plus de la moitié des emplois. 1/5 des effectifs régionaux du secteur **textile-habillement-cuir** sont également dans ce département.



Les secteurs industriels les plus importants en volume	% de la région
Industries alimentaires	12,2%
Métallurgie	22,1%
Fabrication de matériels de transport	18,6%

Les principaux secteurs SUR-REPRESENTES dans le territoire	% de la région
Métallurgie	22,1%
Recherche-développement scientifique	44,0%
Fabrication de matériels de transport	18,6%

## 79 – Deux-Sèvres



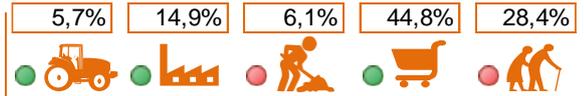
Après la Gironde, les Deux-Sèvres est le département où les services marchands sont les plus développés dans l'économie du territoire, avec notamment plus de 12 000 emplois salariés dans les **activités financières et assurantielles** soit près d'1 salarié sur 5 du tertiaire privé marchand (soit trois fois plus qu'en moyenne)



le département est une terre d'élevage : **2<sup>nd</sup> cheptel bovin régional et porcin, 1<sup>er</sup> département pour le cheptel caprin**, important cheptel ovin également. C'est le **1<sup>er</sup> département régional producteur de lait**.



L'industrie s'illustre la présence d'**industries agroalimentaires** sur le territoire (22% des effectifs industriels). La moitié des salariés de l'abattage et de la transformation de viande de volaille sont basés sur le département (plus globalement 23% des effectifs de la filière viande régionale et 20% dans la fabrication de fromages). La **Métallurgie** est également très présente. L'importance de son industrie le place en seconde position régionale pour la part des effectifs industriels dans l'économie.



Les secteurs industriels les plus importants en volume	% de la région
Industries alimentaires	9,3%
Métallurgie	11,3%
Produits de synthèse	11,2%

Les principaux secteurs SUR-REPRESENTES dans le territoire	% de la région
Activités financières et d'assurance	22,5%
Industries alimentaires	9,3%
Métallurgie	11,3%

## 86 – Vienne



Département jeune, la Vienne bénéficie d'un pôle universitaire performant et de grandes écoles qui contribue à placer la Vienne en 3<sup>ième</sup> position des départements pour la place occupée par le **tertiaire non marchand**



L'agriculture représente 67% du territoire, elle se caractérise notamment par la présence du **2<sup>nd</sup> cheptel caprin français** après celui des Deux-sèvres, du **3<sup>ième</sup> ovin** et une **orientation en céréales** (1<sup>er</sup> rang régional et 3<sup>ième</sup> national) **et oléoprotéagineux**.



L'industrie lourde, **fabrication/installation/ réparation de machines industrielles** (dont moteurs militaires), **métallurgie** mais surtout **équipements automobiles** (23% des effectifs régionaux), **équipements d'aide à la navigation** (fabrication de matériel de transports) - domine avec 5 emplois industriels sur 10.



Les secteurs industriels les plus importants en volume	% de la région
Métallurgie	11,9%
Autres industries manufacturières	14,3%
Industries alimentaires	4,4%

Les principaux secteurs SUR-REPRESENTES dans le territoire	% de la région
Activités de services administratifs et de soutien	8,3%
Autres industries manufacturières	14,3%
Métallurgie	11,9%

## 87 – Haute-Vienne



**1<sup>ère</sup> économie présentielle** de la région avec une forte centralisation administrative, la Haute-Vienne est le **2<sup>nd</sup> département régional** pour la proportion d'emplois publics et le **1<sup>er</sup>** pour la **fonction publique hospitalière**. Au total, **1 salarié sur 10 appartient au secteur sanitaire et social**.



Département urbain, l'activité agricole reste encore très présente dans le secteur bovin (**3<sup>ième</sup> cheptel régional**) mais également ovin dans le nord-ouest du territoire.



L'industrie est bien présente avec de nombreuses spécificités industrielles : **bois-papier-carton-imprimerie** avec plus d'1/5 des emplois industriels du département soit 14% du secteur en région (Ce secteur "débordant" sur la Charente voisine), et 17% des emplois régionaux de la **fabrication d'équipements électriques**. L'industrie du luxe est également développée à travers une filière **cuir** historique dans l'ouest du département : 13% de l'emploi nouvel-aquitain du textile-habillement-cuir, et une tradition **céramique** : plus d'1 emploi régional sur 10 dans les produits de synthèse



Les secteurs industriels les plus importants en volume	% de la région
Bois, papier-carton, imprimerie	14,5%
Produits de synthèse	12,3%
Industries alimentaires	4,4%

Les principaux secteurs SUR-REPRESENTES dans le territoire	% de la région
Bois, papier-carton, imprimerie	14,5%
Transports et entreposage	7,5%
Fabrication d'équipements électriques	17,0%

**METIERS ET APPAREIL  
DE FORMATION  
BESOINS EN EMPLOI ET  
QUALIFICATIONS PAR FILIERE**

# METIERS ET APPAREIL DE FORMATION :

## besoins en emplois et qualifications par filières

### Agriculture, forêt, Pêche et Aquaculture

**Des besoins en emplois permanents liés à la saisonnalité des activités et au renouvellement des effectifs.**

**Agriculture** : Des perspectives stables en termes d'actifs ou d'ouvriers salariés polyvalents (élevage, viticulture et arboriculture) mais un manque d'attractivité des jeunes professionnels sur ces métiers, viticoles compris. Le salariat agricole souffre toujours d'une mauvaise image.

Les profils sont plus complexes avec des compétences liées à la diversification des activités et une élévation des niveaux de formation. Actuellement 1/4 des jeunes qui s'installent ont au moins un BTS.

**Pêche aquaculture** : en dehors des saisonniers, les embauches sont constantes pour des mécaniciens et des matelots.

**Bois-forêt** : Des besoins pérennes dans les métiers d'ouvriers qualifiés - bûcheronnage-élagage, débardage, conduite, maintenance de machines. Des compétences supplémentaires sont à acquérir dans la mobilisation et la valorisation de la ressource bois, dans les techniques de sylviculture, dans le transport du bois. Au-delà, on recherche des compétences commerciales pour valoriser les produits d'origine forestière.

Des difficultés pour attirer les jeunes, malgré un public scolaire de plus en plus diversifié en matière d'origine sociale, difficultés accrues vers l'installation, malgré la promotion des formes sociétaires.

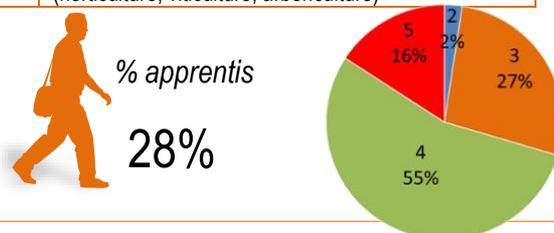
### 5 200 Elèves en dernière année de formation

Un appareil de formation qui maille bien le territoire mais des orientations plus marquées de l'enseignement agricole vers les services au détriment de la production agricole (où la part des filles reste faible).

Les formations souvent les plus attractives - aménagement paysager, faune et flore- sont moins aisées en terme d'insertion que les fonctions de production.

A noter : une augmentation de la durée des parcours des élèves du fait d'une poursuite d'études, parfois hors enseignement agricole; une élévation des niveaux de formation notamment chez les chefs d'exploitation

30%	Spécialités diverses de l'agronomie et de l'agriculture
26%	Productions animales, élevage, aquaculture, soins
20%	Aménagement paysager (parcs, jardins, espaces verts)
13%	Forêts, espaces naturels, faune sauvage, pêche
11%	Productions végétales, cultures spécialisées (horticulture, viticulture, arboriculture)



#### Lien emploi formation : **FORT**

Bonne insertion professionnelle, meilleure sur les niveaux plus élevés (IV et III). CAP souvent considéré comme insuffisant par les exploitants.



**Fins de carrière : conséquentes**, un actif sur trois a plus de 50 ans. Professions concernées : agriculteurs, éleveurs, sylviculteurs et bûcherons

#### PERSPECTIVES D'EMBAUCHE **MODEREES** DE...

Conducteurs d'engins (conducteurs d'abatteuses, porteurs),  
Machinisme agricole (technicien et commercial),  
Ouvriers ou plutôt second d'exploitation polyvalent,  
Viticulture/arboriculture (saisonniers),  
Dans une moindre mesure : Encadrement et technique-conseil  
Dans le champ privé des espaces verts (atomicité des entreprises)



#### DIFFICULTES A **RECRUTER** DES...

Métiers forestiers (Conducteurs d'engins forestiers-grumiers...)  
Ouvriers polyvalents qualifiés/collaborateurs, techniciens (toutes productions et élevage)  
Viticulteurs, Maraîchers, Eleveurs (reprise d'exploitation)  
Difficultés marquées dans les petites exploitations



Métiers fortement automatisables



## Industrie - 10% de l'emploi national Hors IDF

Globalement, on assiste à des difficultés d'attractivité des formations et métiers de l'industrie, difficultés amplifiées par la crise, auxquels s'ajoute un problème de connaissances et de lisibilité des formations. Les possibilités et facilités d'insertion professionnelles sont insuffisamment connues des jeunes.

Le secteur se caractérise par une **élévation du niveau de recrutement** (le bac devient la norme d'entrée), de la **poly-compétence** et un développement des **Certificats de Qualification Professionnelle**.

**Certaines filières sont perpétuellement en tension (mécanique, métallurgie).** Tous secteurs confondus, **les besoins sont permanents en conducteurs d'équipement et en techniciens de maintenance, et la double compétence électronique/ mécanique** est particulièrement appréciée. Plus spécifiquement, les recrutements concernent :

**Métallurgie/mécanique** : personnel qualifié dans la mécanique industrielle (fraiseurs, chaudronniers, soudeurs, technicien d'usinage) et la gestion de production

**Industrie graphique**: conduite de machines d'impression et de presse numérique (filière en mutation technologique)

**Maroquinerie** : secteur dynamique, critère de recrutement davantage lié à la technique (formations professionnelles) qu'au diplôme

**Nautisme** : déficits de compétences dans production - mécaniciens moteur, agents de maintenance - et dans une moindre mesure, besoins en stratifieurs et menuisiers d'agencement.

**Electrique-électronique-optique** : techniciens supérieurs et licences professionnelles dans le domaine de l'électromécanique- mécatronique

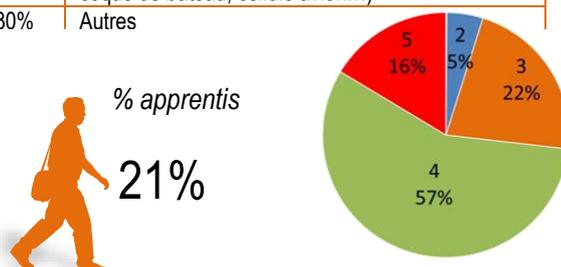
### 15 000 Elèves en dernière année de formation

Des difficultés d'attractivité sur certaines spécialités, une demande sociale faible, des stéréotypes profondément ancrés (médiatisation des fermetures d'usines) qui aboutissent à un déficit de candidats. Certaines filières ont une bonne couverture (Electricité, électronique), d'autres sont absentes des territoires (plasturgie sur les départements de l'ex-limousin par exemple) faute d'accueillir suffisamment d'élèves.

Les formés des filières industrielles sont très majoritairement masculins (hors quelques secteurs comme le textile)

Des formations parfois très éparpillées sur le territoire avec des difficultés à trouver des stages dans un tissu industriel de proximité pour des jeunes peu mobiles

21%	Electricité, électronique (hors automatismes, productive)
20%	Technologies industrielles (Génie industriel et Procédés de transformation...)
11%	Mécanique générale et de précision, usinage
10%	Travail du bois et de l'ameublement
8%	Structures métalliques (soudure, carrosserie, coque de bateau, cellule avion...)
30%	Autres



**Lien emploi formation : FORT** dans le mécanique, métallurgie, l'industrie navale, **FAIBLE** dans le bois, le textile, les industries graphiques, **MOYEN** dans la conception et l'encadrement



**Fins de carrière : modérés** (14% des emplois) mais avec des variations ainsi la pyramide des âges du textile/cuir, et de la mécanique/ métallurgie est plus vieillissante qu'en moyenne.

### PERSPECTIVES D'EMBAUCHE MODEREES ...

sur **l'ensemble des postes de production** : de l'opérateur à la gestion de production (Conducteurs d'équipements automatisés, techniciens méthodes, agents de conditionnement, contrôle-qualité)

Des compétences en **électromécanique** très demandées et plus globalement en **maintenance industrielle**



### DIFFICULTES A RECRUTER DES...

Dans tous les postes de production et de maintenance, ou contrôle, dans l'encadrement de premier niveau et en animation d'équipe, Dans tous les territoires avec problèmes accrus dans le rural isolé (difficultés d'embauche du conjoint.e)



### Métiers modérément automatisables



\*hors agroalimentaire (les formations sont ajoutées à celles des métiers de bouche et de la cuisine)

## Agroalimentaire, métiers de bouche, cuisine - 11% de l'emploi national Hors IDF

Ces métiers se caractérisent par une prédominance des formations en alternance qui permettent une **entrée précoce dans la vie active et donc une volatilité des emplois**. Une vague médiatique a permis d'augmenter l'attractivité de certaines professions, notamment celles en lien avec la filière farine (pâtisserie, boulangerie) ou la cuisine. Les formations de la filière viande souffrent toutefois d'une désaffection, malgré des besoins pérennes dans les commerces de proximité.

Ces professionnels exercent, majoritairement, dans le **commerce de proximité** mais d'autres secteurs utilisent leurs compétences et en premier lieu **l'industrie alimentaire et la grande distribution qui le concurrencent** fortement. Une part croissante des métiers de bouche s'exerce dorénavant dans les rayons des grandes surfaces avec d'autres compétences.

Certains secteurs deviennent attractifs pour du personnel expérimenté car moins contraignants en termes d'horaires : **les cuisiniers sont très demandés dans les cuisines collectives des établissements de santé ou médico-sociaux et dans les cantines scolaires**.

Autre caractéristique : Un développement important des CQP de la branche (dédiés logiquement à un autre public – DE ou salariés, mais une tendance à des bi-qualifications CAP+CQP)

### 4 400 Elèves en dernière année de formation

Le niveau V reste structurant dans le métier et la voie de l'alternance est toujours privilégiée car très appréciée par les professionnels, malgré des taux de rupture toujours élevés notamment en début de contrat.

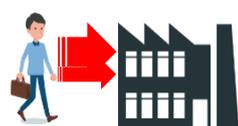
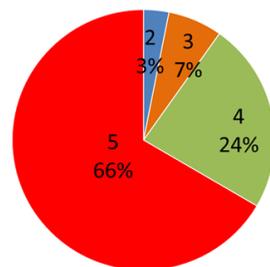
Mais on constate un développement fort des baccalauréats professionnels et un niveau de qualification qui augmente. L'impact et le positionnement des bacs pros face aux CAP/BP est encore à définir (publics différents mais qui mènent peu ou prou aux mêmes métiers, en tout cas, en début de carrière), d'où un problème d'adéquation entre les choix des élèves et les voies de formation : d'un côté une recherche de candidats pour des contrats d'apprentissage non pourvus, de l'autre des refus en formation initiale par manque de place (taux de pression trop élevé)

Certains territoires manquent de formations (faible présence en Creuse par exemple).



% apprentis

68%



**Lien emploi formation : FAIBLE dans le agroalimentaire FORT dans les métiers à vocation comme ceux de la cuisine ou de la pâtisserie** mais le secteur facilite aussi historiquement les entrées peu ou pas qualifiées, et celle des diplômés venus d'autres univers de formation.



**Fins de carrière : modérés** (car le personnel est souvent jeune), mais problématique dans le cas des « patrons » vieillissants et de la reprise de commerce en milieu rural, et de plus en plus en milieu urbain

### PERSPECTIVES D'EMBAUCHE ELEVES ...

De nombreuses opportunités d'emploi pour les cuisiniers mais aussi des aides/apprentis ou personnel polyvalent de cuisine. Sur des effectifs plus faibles, des besoins dans les métiers de bouche toutes filières confondues. Mais l'agroalimentaire est également un fort pourvoyeur d'emplois (pilote de ligne, maintenance des équipements) pour une industrie encore manufacturière avec une forte composante « conditionnement, tri, emballage » (opérateur de premier niveau).



### DIFFICULTES A RECRUTER DES...

Des **tensions chroniques** qui affectent le recrutement de cuisiniers et dans une moindre mesure certains professionnels de métiers de bouche tels que bouchers ou boulangers-pâtisseries. Les 2/3 des embauches envisagées sur ces métiers sont considérées comme difficiles. Les difficultés sont accrues sur les territoires touristiques notamment lorsque les emplois ne sont pas pérennes (saisonniers, remplacement).



Métiers faiblement automatisables



## Commerce - 11% de l'emploi national Hors IDF

**Une insertion professionnelle qui se complique** : nombreux entrants sur le marché du travail, insertion possible pour des diplômés venus d'autres spécialités de formation, modes de recrutement différents selon les postes, les produits et/ou les entreprises : on privilégie soit les diplômés les plus élevés soit le savoir-faire.

**Le secteur recrute largement au-delà des diplômés en commerce-vente**, sauf pour les niveaux les plus élevés ou les technico-commerciaux disposants d'une vraie spécialisation.

Des besoins en **spécialisation au détriment des vendeurs généralistes** induits par le développement des surfaces de vente dédiées (bricolage, électronique). Parfois les compétences techniques sont un plus par rapport au diplôme commercial (ex. vente dans le sport pour des anciens sportifs).

**Élévation des exigences des employeurs en termes de qualifications exigées** (niveau BAC tend à devenir le minimum d'entrée dans ces métiers). Dans la fonction commerciale, la part des technico-commerciaux et des cadres progresse.

Les salariés exerçant ces métiers ont une forte mobilité externe, compte tenu d'un turn-over marqué dans ces emplois

Le développement du e-commerce implique de nouveaux profils – télévendeurs - mais questionne sur les évolutions des besoins locaux, notamment sur les 1<sup>er</sup> niveaux de qualification en vente.

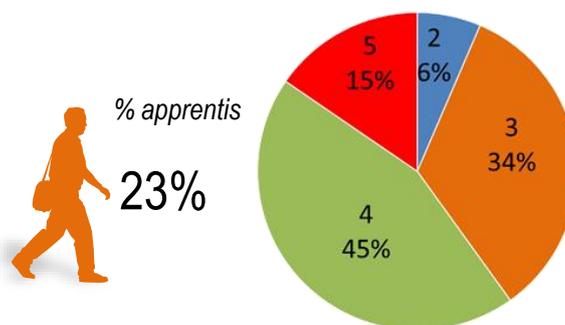
### 8 300 Elèves en dernière année de formation

Des formations plutôt attractives, notamment sur le champ « commerce », moindres sur « la vente ».

Le niveau de qualification tend à augmenter, le CAP est de plus en plus concurrencé par les niveaux supérieurs mais reste recherché par les petits commerçants.

Baucoup de demandes sociales sur ces filières de formation, notamment en CAP.

Une augmentation de la demande en technico-commercial avec parfois des élèves cherchant une double compétence (commerciale et technique).



**Lien emploi formation : FAIBLE** mais l'adéquation entre la spécialité de formation suivie et le métier exercé est croissante avec le niveau de diplôme



**Fins de carrière : limitées** car le personnel est souvent jeune mais mobile

#### PERSPECTIVES D'EMBAUCHE ELEVES ...

Pour des embauches à partir du niveau III  
Dynamique d'embauches dans la grande distribution : vendeur, chef de rayon et directeur de magasin ..  
Créations de postes dans l'intermédiation commerciale  
Développement de la télévente, mais pas forcément sur le territoire.



#### DIFFICULTES A RECRUTER DES...

Attachés/représentants commerciaux en particulier en Gironde, Charente Maritime, Haute-Vienne et en Creuse  
Vendeurs en produits alimentaires en Haute-Vienne et Charente, Charente-Maritime  
Employés de libre-service en Creuse, Lot et Garonne et Corrèze  
Des recrutements souvent conjoncturels.



Métiers partiellement automatisables



## Construction - 11% de l'emploi national Hors IDF

**Fortement conjoncturels, les métiers du BTP voient leurs compétences évoluer depuis le grenelle de l'environnement, du fait :**

De nouvelles attentes en matière d'approche globale du bâtiment (BIM, matière d'efficacité énergétique...),

D'une progression des différentes spécialités du second œuvre en raison d'une activité soutenue par le marché de la rénovation thermique (installation d'équipements thermiques et de climatisation, génie climatique, réalisation de couverture par éléments, travaux de charpente, installation électrique...)

Dans les travaux publics, la reprise de l'activité concerne les fonctions de topographe, de direction de chantier du BTP, de conducteur de grue, de conducteur d'engins. Mais aussi, la construction et l'entretien des réseaux secs (monteurs réseaux électrique,...) et humides (canalisateur). Le renouvellement et l'entretien des réseaux d'eau potable et d'assainissement vont être générateurs d'emplois.

Dès maintenant, des besoins d'emplois se font jour pour les postes en bureau d'études.

La prospective est difficile car l'activité est fortement dépendante de la croissance économique et soumise aux aléas conjoncturels.

### 3 500 Elèves en dernière année de formation

L'offre de formation proposée est assez complète puisqu'elle couvre toute l'étendue des niveaux : du V au niveau II (et même aux masters non pris en compte ici) .Si le niveau V correspond aux besoins majoritaires des entreprises, il ne répond pas, cependant, à la demande sociale et à l'aspiration des familles.

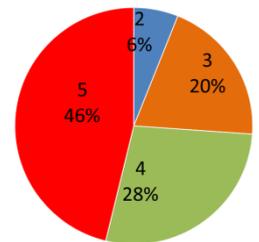
La transversalité entre les différents métiers devient obligatoire : chaque intervenant sur un chantier doit avoir une connaissance de l'ensemble des métiers pour satisfaire aux nouvelles obligations (exemple de l'étanchéité). Ceci peut entraîner la nécessité de développer des mentions complémentaires mais les formations de niveau IV.

33%	Bâtiment : finitions
28%	Bâtiment : construction et couverture
23%	Spécialités pluri-technologiques génie civil, construction, bois
16%	Mines et carrières, génie civil, topographie



% apprentis

53%



**Lien emploi formation : FORT en particulier dans le second œuvre**  
Bonne insertion professionnelle quel que soit le niveau



**Fins de carrière : FAIBLE** mais vieillissement des effectifs en activité dans les secteurs du second et gros œuvre du bâtiment

### PERSPECTIVES D'EMBAUCHE ELEVES ...

Dans les spécialités du second œuvre portées par les activités de **rénovation**,  
Dans les **fonctions** supports et **réseaux** dans les TP,  
Dans les fonctions d'encadrement mais aussi de conception / études en raison de la complexification des chantiers, l'évolution des normes et des projets HQE,  
Dans la **conduite d'engins**, porte d'entrée des jeunes dans le métier,  
Développement des compétences numériques à prendre en compte



### DIFFICULTES A RECRUTER DES...

Difficultés constantes pour les métiers de plombiers/chauffagistes, couvreurs et conducteurs d'engins, maçons, VRD et béton.  
Spécifiquement en Dordogne et en Corrèze : gros œuvre, menuisiers et ouvriers en agencement et en isolation  
En Haute-Vienne, Gironde, Deux-Sèvres et en Dordogne : chefs de chantiers et conducteurs de travaux



Métiers partiellement automatisables



## Transport-manutention-magasinage - 8% de l'emploi France métropolitaine

Les métiers de la conduite sont attractifs mais ceux de l'exploitation/logistique beaucoup moins, car peu connus, d'où une nécessaire valorisation à développer.

Les métiers de la conduite connaissent de fortes difficultés de recrutement dans la plupart des secteurs, plus élevés dans les domaines ne nécessitant pas forcément des temps pleins (transports scolaires).

On assiste à une **diversification des compétences des conducteurs** : détection voire réparation des pannes, développement de la relation client, maîtrise des outils informatiques, de l'éco-conduite.

Dans le domaine de la logistique, le secteur peine à recruter des opérateurs de base. Dans l'entreposage, les besoins de recrutement sont quasiment permanents mais le turn-over est élevé. Parallèlement, on assiste à une généralisation des outils numériques dans les entrepôts (robotisation, reconnaissance vocale...)

La part des fonctions support augmente avec une élévation de la qualification des personnes recherchées.

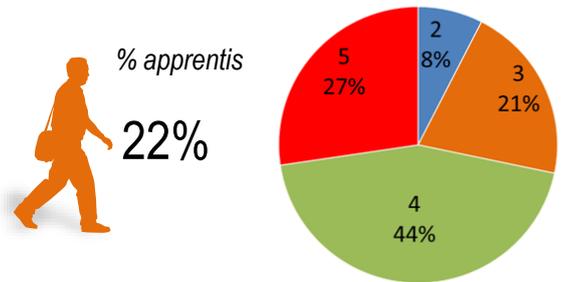
### 1 1000 Elèves en dernière année de formation

L'offre certifiante proposée en conduite correspond peu ou prou aux besoins des professionnels, mais le public est de plus en plus jeune et peu mature. Du fait d'un moindre redoublement et de la réduction de la durée du cursus (bac pro en 3 ans), les élèves arrivent très jeunes au diplôme.

Selon le corps enseignant, c'est une filière avec beaucoup d'orientations par défaut (on vient chercher un permis) et des taux de réussite très variables.

Des compétences complémentaires sont demandées en conduite : en lien avec des secteurs d'activités tels que le transport du bois, le transport frigorifique ...

Le niveau bac pro est souvent jugé insuffisant dans l'exploitation des transports.



Lien emploi formation : **FAIBLE** pour les métiers de l'entreposage mais **FORT** pour les métiers de la conduite, avec une bonne insertion professionnelle



Fins de carrière : **MODEREES** mais impactant particulièrement les métiers de la conduite routière et de l'exploitation de transport du fait d'une proportion importante de séniors

#### PERSPECTIVES D'EMBAUCHE ELEVES ...

Dans la conduite : conducteurs routiers et grands routiers, livreurs, conducteurs de transport de voyageurs.

Dans la logistique : Agents d'exploitation pour l'organisation et la modélisation des flux

Dans l'entreposage : manutentionnaires, caristes, préparateurs



#### DIFFICULTES A RECRUTER DES...

Conducteurs de véhicules légers, ambulanciers, conducteurs routiers.

Dans les Deux-Sèvres, en Creuse et Corrèze : conducteurs de transport en commun et agents d'exploitation des transports en Corrèze.



Métiers fortement automatisables



# Maintenance de véhicules, moteurs et mécanique - 10% de l'emploi national

Hors IDF

Depuis les années 2 000, l'électronique embarquée se généralise. La phase de diagnostic requiert l'utilisation d'outils informatiques. Certaines interventions nécessitent une habilitation : c'est le cas pour l'entretien de la climatisation mais aussi les interventions sur les véhicules hybrides et électriques.

La « **polycompétence** » en **électricité** accentue l'élévation du niveau de recrutement, les recrutements s'orientent vers des profils plus marqués « électricité ».

**Le développement des CQP** constitue un complément de formation ou une spécialisation appréciée des employeurs.

L'apprentissage est de plus en plus utilisé pour terminer ses études et le statut scolaire pour les débiter.

Un problème d'attractivité du secteur est remarqué notamment dans le secteur des véhicules industriels.

**La reprise d'entreprise et le renouvellement de la population d'encadrants sont particulièrement prégnants.**

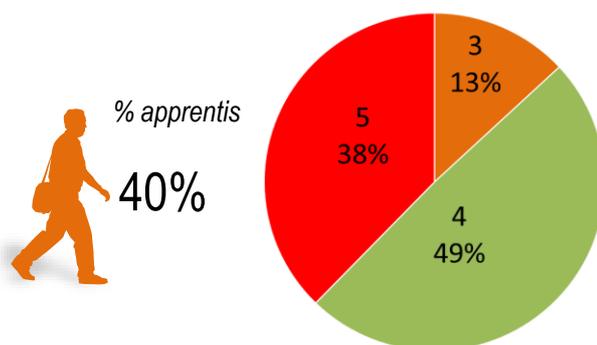
Les professionnels accueillent plus volontiers des bacs pro dans le métier que le CAP qui se dévalorise.

## 1 700 Elèves en dernière année de formation

On constate une attractivité assez forte de ces formations, notamment dans la filière Véhicules Particuliers (VP) mais parfois des difficultés pour trouver des entreprises susceptibles d'accueillir stagiaires et apprentis. La filière Véhicules industriels pourtant pourvoyeuse d'emplois souffre d'un déficit d'image.

Le premier diplôme à l'embauche est le CAP mais la part du Bac Pro progresse, du fait d'une dévalorisation croissante des niveaux V. Le niveau IV reste le plus répandu dans l'appareil de formation (1 élève sur 2 environ)

Les formations restent essentiellement masculines.



**Lien emploi formation : MOYEN** mais une bonne adéquation formation-emploi et une bonne insertion professionnelle pour les niveaux BAC.

Plus le niveau est élevé, plus l'insertion progresse. Selon l'ANFA, le métier de mécanicien auto compte parmi les métiers les plus ouverts aux jeunes : 59 % des personnes recrutées sur ce métier avait moins de 25 ans.



**Fins de carrière : MODERES** mais impactant particulièrement les employés présents en zone rurale et les reprises de garage du fait des départs de nombreux artisans

### PERSPECTIVES D'EMBAUCHE FAIBLES ...

Conjoncture encore peu favorable aux recrutements (maintien des effectifs)

Des besoins en techniciens de niveau IV en mécanique, électricité, électronique, pour les opérations de diagnostic, et en carrosserie-peinture



### DIFFICULTES A RECRUTER DES...

Des carrossiers automobiles, techniciens de maintenance de matériels agricoles, vendeurs automobiles expérimentés et magasiniers en pièces détachées ainsi que des mécaniciens et électroniciens de véhicules notamment industriels. **Les entreprises présentes en zone rurale peinent à attirer ou à retenir les salariés.**



Métiers partiellement automatisables



## Hôtellerie-restauration, tourisme\* 11% de l'emploi national Hors IDF

**Emplois de proximité, insertion professionnelle facilitée**, mais manque de structuration de carrières, rotation élevée du personnel, trajectoires professionnelles courtes, qualifications souvent faibles, précarisation des emplois, sont les caractéristiques de ces métiers mais aussi les défis que doivent relever les professionnels.

Ce secteur accueille toujours les diplômés issus d'autres spécialités de formation ou sans véritable qualification ; d'où des **emplois de transition pour une frange des jeunes actifs**, des professionnalisations nécessaires du fait d'une pénurie de compétences mais aussi des difficultés de fidélisation.

Le niveau V est encore structurant pour les employés de l'hôtellerie et de la restauration mais **les niveaux de qualification tendent à augmenter**.

Les métiers ont une bonne image auprès des jeunes mais les **immersions précoces** dans le métier (apprentissage) avec des exigences auxquelles les jeunes ne sont pas préparés posent des **problèmes de fidélisation**. Les contraintes d'exercice de ces emplois aboutissent à une **rotation** du personnel fréquente.

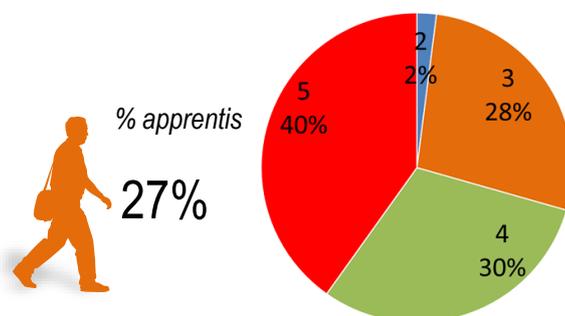
Les difficultés à recruter sont liées à la précarité de certains emplois, aux conditions de travail et/ou à des qualifications non adaptées.

### 2 900 Elèves en dernière année de formation

L'appareil de formation est plutôt satisfaisant en nombre de formés, d'autant que le lien formation emploi est souvent faible dans les métiers à bas niveau de qualification.

Il existe des déséquilibres régionaux, mais les lacunes apparaissent le plus souvent dans les territoires les moins touristiques. La filière hôtellerie est notamment moins présente que la filière restauration.

Les formations en hôtellerie de niveau bac ou bac+2 semblent répondre aux besoins locaux sur les départements les plus ruraux.



\*hors cuisine



**Lien emploi formation : MOYEN** dans le personnel de service ou de restauration, des difficultés à pérenniser les emplois et des réorientations en cours de carrière.

Un secteur qui accueille les nouveaux diplômés qui exercent le métier pour lequel ils se sont préparés, mais qui est ouvert également aux jeunes diplômés issus d'autres spécialités de formation ou aux débutants sans véritable qualification, notamment dans les emplois de service – porte d'entrée dans le métier.



**Fins de carrière : modérés** (car le personnel est souvent jeune), mais problématique dans le cas des « patrons » vieillissants et de la reprise de cafés-bars-restaurants en milieu rural, et de plus en plus en milieu urbain

### PERSPECTIVES D'EMBAUCHE ELEVES ...

Des volumes d'embauche élevés avec des besoins permanents en **personnel de service** et d'hôtellerie (personnel d'étage). Les serveurs sont également en déficit chronique. Ce sont des métiers à forte mobilité d'où un marché du travail dynamique.



### DIFFICULTES A RECRUTER DES...

Des tensions chroniques qui affectent le recrutement notamment en zones touristiques, dans le service en salle, le service d'étage et le personnel d'encadrement.

Des difficultés de recrutement liées à la précarité de certains emplois, à des qualifications non adaptées des demandeurs d'emploi, à un manque de fluidité du marché du travail, à l'image/contraintes du secteur.

Un secteur marqué par une dualité du marché du travail : un marché destiné aux professionnels diplômés, un marché destiné à une main d'œuvre peu ou pas qualifiée ayant une faible prédisposition à entrer dans le secteur.



## Banque, Finance, immobilier - 13% de l'emploi national Hors IDF

Malgré une exacerbation de la concurrence liée à la libéralisation des activités financières et au développement de relations multi-canaux moins favorables à l'emploi, le volume de recrutement se maintient mais ralentit, soutenu par l'élargissement de la palette d'activités et par des remplacements de fin de carrière encore élevés. Une population commerciale jeune et de fortes mobilités internes peuvent toutefois limiter le nombre de postes à pourvoir. Les professions « digitalisables » disparaissent au profit des emplois de commerciaux et d'un renforcement des fonctions d'expertise dans un contexte de qualifications croissantes.

**En milieu rural, le front office commercial nécessite toujours des profils métiers ou plus orientés commercial :** les grandes enseignes maintiennent toujours un réseau d'agences en milieu rural (forte vocation de banque de détail) malgré la dématérialisation croissante, du fait de besoins toujours prégnants de « face à face » d'une population vieillissante.

**Les métiers de conseiller ou de chargé de clientèle de la banque et des assurances restent recherchés en région :** profils à Bac+2 et croissants à Bac+3 pour la clientèle des particuliers, Bac+4 /5 pour la clientèle des professionnels ou dans les banques d'investissement.

**Les profils commerciaux sont recherchés par les assureurs :** en priorité pour des postes de chargé de clientèle ou de gestionnaire de contrats.

Les banques jouent un rôle croissant dans la mise en place de **formations internes** sur la technicité des produits. Au-delà, le secteur des activités financières a l'un des taux les plus élevés de participation à la formation professionnelle parmi l'ensemble des secteurs économiques.

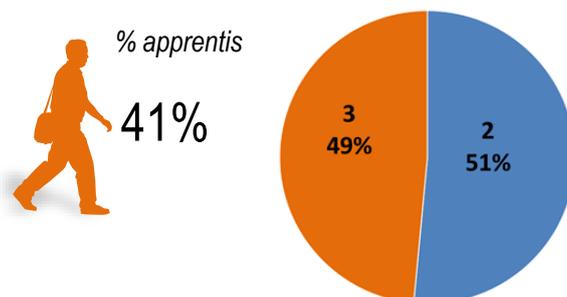
### 750 Elèves en dernière année de formation

L'alternance est une voie privilégiée de recrutement. La profession adopte de plus en plus la technique des jobs-dating pour ce type de contrats.

La qualification est croissante. L'entrée dans le métier se situe à Bac+3. Les exigences accrues sur ce niveau ont abouti au développement et à la délivrance de licences professionnelles alimentées par les deux formations propres au secteur : le BTS Banque (en apprentissage) et le BTS Assurances.

Ces deux formations techniques sont fortement concurrencées notamment en front office par les profils commerciaux (auxquels la banque ajoute une « culture produit ») issus des BTS MUC et NRC.

.En back office, les diplômés sont rarement inférieurs au master.



#### Lien emploi formation : **MOYEN**

Métiers alimentés par des formations diversifiées : juridique, finance, commerce  
Très bonne insertion professionnelle.



**Fins de carrière : modérées**, mais impactant particulièrement les cadres du fait d'une proportion importante de séniors.

#### PERSPECTIVES D'EMBAUCHE **MODEREES** ...

Des besoins en front office malgré un rajeunissement constant ces dernières années.

Des embauches à partir du niveau III

Une dynamique d'embauches dans les fonctions cadres avec des niveaux bac +5



#### DIFFICULTES A **RECRUTER** ...

Principalement dans les zones rurales et notamment dans certains départements : Creuse, Dordogne, Lot et Garonne, Charente.



Métiers partiellement automatisables



## Santé Sanitaire, soins aux personnes - 12% de l'emploi national Hors IDF

Les dynamiques d'emploi sont encore fortes dans le secteur médical/ paramédical même si le rythme des cessations d'activité ralentit. Elles profitent également aux fonctions support (techniques et administratives)

Face au vieillissement, le personnel de santé investit le champ médicosocial et le secteur ambulatoire malgré des difficultés de recrutement/fidélisation (pénurie de candidats, délaissement de spécialités, désaffectation du rural).

Dans le secteur social, les besoins sont constants sur les niveaux d'encadrement (III) et en croissance sur l'assistance (V, IV). Mais les créations d'emploi sont dépendantes des choix politiques, des budgets publics et de la solvabilité des usagers (notamment dans le secteur privé). Cette fragilisation joue sur le volume et la qualification des personnes recrutées.

La montée des exclusions et de la dépendance impliquent des besoins en niveau III, et en niveau IV dans certaines professions traditionnelles du travail social. L'élargissement des missions favorise l'émergence de « nouveaux métiers » aux appellations diverses et aux profils de formation non spécifiques au domaine social.

La forte progression des professions de l'accompagnement ou de l'assistance à domicile ne relèvent plus uniquement des diplômés des écoles sociales/sanitaires.

Le secteur reste attractif et les niveaux de diplômes des candidats aux différents concours sont souvent plus élevés que ceux exigés.

### 17 000 Elèves en dernière année de formation

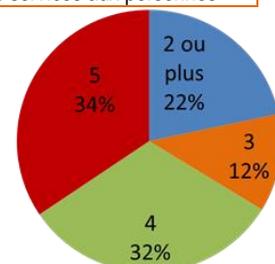
Soit plus d'1 élève sur 5, 1<sup>er</sup> domaine professionnel de la région

Globalement, dans le maillage des établissements sanitaires et sociaux, on rencontre généralement une situation duale : d'une part, un maillage dense d'IFSI ou même d'IFAS, et d'autre part une répartition beaucoup plus hétérogène voire très relâchée de formations à effectifs plus réduits dont le rayonnement est régional, voir interrégional (et qui, dès lors, se retrouvent concentrés dans les villes centres les plus importantes).

On peut distinguer les professions où le bassin d'activité est le même que celui du lieu de diplomation, en tout cas à l'échelle régionale (AS par exemple) et des professions plus mobiles, (rééducation-réadaptation).

L'éducation nationale et l'enseignement agricole proposent de nombreuses formations, notamment des bacs pros, qui alimentent en partie les concours des écoles sanitaires et sociales mais qui ont parfois des difficultés d'insertion au niveau prévu par leurs qualifications. Les demandeurs d'emploi en reconversion concurrencent ces jeunes bacheliers, encore insuffisamment mûrs, sur les postes d'assistant.e.s. à domicile.

51.5%	Santé
29.5	sociales
20%	Spécialités diverses des services aux personnes



**Lien emploi formation : FORT dans le paramédical/social** (diplômes réglementés)  
**FAIBLE dans l'aide à la personne**  
 Très bonne insertion professionnelle sauf sur les moins qualifiées



**Fins de carrière : modérés** dans le paramédical (14% des emplois) mais beaucoup plus marqués pour les métiers des services aux particuliers notamment pour les **aides à domicile et aides ménagères**

### PERSPECTIVES D'EMBAUCHE MODEREES DE...

Dans le paramédical mais plus élevées dans les métiers des services aux particuliers notamment dans l'assistance à domicile (profil de femmes entre 45 et 55 ans, souvent en reconversion professionnelle, turn-over élevé)



### DIFFICULTES A RECRUTER DES...

Aides à domicile dans tous les cas, Accompagnant Éducatif et Social  
 Soignants dans le domaine de la gériatrie et du handicap  
 Professionnels paramédicaux en particulier en zones rurales  
 Professionnels salariés lorsque l'activité libérale est plus rémunératrice



Métiers faiblement automatisables



## NOS ADRESSES

---

### Siège social

Centre régional Vincent Merle  
102 avenue de Canéjan  
33600 Pessac - 05 57 81 45 65

---

### Site de Limoges

13 cours Jourdan  
87000 Limoges  
05 55 79 36 00

---

### Site de Poitiers

42 rue du Rondy  
86000 Poitiers  
05 49 50 37 00

---

### Site de La Rochelle

15 rue Alsace Lorraine  
17044 La Rochelle cedex 1  
05 46 00 32 32